

Pour une réelle prise en charge des préoccupations des citoyens

Les walis appelés à prendre des mesures urgentes



Lire page 3

Développement du pays dans tous les domaines

L'ANP déterminée à soutenir les démarches du Président Tebboune



Le chef d'état major de l'Armée nationale populaire (ANP) par intérim, le général-major Saïd Chanegriha a mis en avant, mardi à Alger, la détermination de l'ANP à soutenir et appuyer les «nobles démarches» du président de la République, Abdelmadjid Tebboune en faveur du «développement du pays dans tous les domaines». Dans son allocution devant le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de sa visite au siège du ministère de la Défense nationale (MDN), le général-major Chanegriha a déclaré : «Nous vous assurons de notre entière détermination à soutenir et appuyer vos nobles démarches pour le développement du pays dans tous les domaines et sur tous les plans, en concrétisation des ambitions et aspirations légitimes de notre vaillant peuple». «Nous ne ménagerons aucun effort pour permettre à notre chère patrie d'atteindre ses objectifs escomptés et recouvrer sa place privilégiée et méritée au double plan régional et international», a ajouté le chef d'état major de l'ANP par intérim, assurant «vous nous trouverez toujours à vos côtés pour la réalisation de ces nobles objectifs»...

Lire page 4 Photo : D.R. ©

21 Echos du jour

Sud-Est

Plus de 393 quintaux de drogue saisis durant l'année écoulée

Une quantité globale de 393 quintaux de drogue (cannabis) a été saisie durant l'année écoulée à travers le Sud-Est du pays, a révélé l'inspection régionale Sud-Est de Police à Ouargla. Cette saisie a été opérée dans 669 affaires traitées, soit 246 affaires de trafic de drogue et 423 autres de consommation de stupéfiants, à travers les wilayas relevant de l'inspection régionale sud-est de Police, a-t-on précisé dans un bilan d'activité annuel présenté hier à la presse. Les services de police ont également saisi, durant la même période, un total de 238 759 comprimés et 2107 flacons de

psychotropes, dans le cadre de 325 affaires traitées. Ces affaires de trafic et consommation de stupéfiants et de psychotropes ont impliqué plus de 1510 individus, dont 609 ont été écroués, 115 personnes ont été placées sous contrôle judiciaire et une centaine d'autres ont bénéficié d'une citation directe. Le territoire de compétence de l'Inspection régionale Sud-est de Police englobe 6 wilayas, à savoir Ouargla, Laghouat, Ghardaïa, El Oued, Illizi et Biskra, soit un territoire de compétence de 625 086 km², pour une population de 3 636 773 habitants, selon la même source.



Aïn Temouchent Découverte d'une barque portant drapeau espagnol abandonnée au large

Les unités des gardes-côtes du groupement territorial de Beni Saf (Aïn Témouchent) ont découvert une barque abandonnée au large arborant pavillon espagnol. La découverte a eu lieu lors d'une patrouille d'unités des gardes-côtes lundi à environ 30 milles marins au nord du port de Beni Saf, lorsqu'une embarcation, en bon état, portant le drapeau espagnol et disposant de trois moteurs de grande puissance équivalant à 350 chevaux a été découverte. Cette barque pourrait appartenir à un réseau de contrebande qui aurait recouru au drapeau espagnol pour camouflage afin d'échapper à la vigilance des gardes-côtes. L'embarcation a été conduite vers le port de Beni Saf et une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de cette découverte.

Tunisie 5 membres d'une même famille algérienne morts dans un accident de circulation

Cinq membres d'une même famille algérienne sont morts dans un accident de la route survenu, mardi soir, sur un tronçon conduisant au terminal frontalier de Bouchebka, dans la délégation de Feriana, gouvernorat de Kasserine, rapporte l'agence TAP citant la Protection civile. «L'accident est dû au renversement de la voiture portant une plaque minéralogique algérienne en route vers le poste frontière de Bouchabka», précisent la même source. Les corps des victimes ont été transportés à l'hôpital régional de Kasserine

CRAAG Secousse de magnitude 3,1 degrés enregistrée à Jijel

Une secousse tellurique de magnitude 3,1 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée hier à 11h20 dans la wilaya de Jijel. L'épicentre de la secousse a été localisé à 3 km au sud d'El Aouana.

Oran Saisie de 8 quintaux de viande de dinde impropre à la consommation

Les éléments de la Gendarmerie nationale d'Oran ont procédé à la saisie d'environ 8 quintaux de viande de dinde impropre à la consommation dans la commune d'Es Sénia. Lors d'une patrouille, la brigade de sécurité routière de la Gendarmerie nationale a intercepté, au niveau du chemin de wilaya N° 33 reliant Es Sénia à Aïn El Beïda, un camion frigorifique pour contrôle. La fouille du véhicule a permis de découvrir 795 kg de viande de dinde, qui s'est avéré après analyse par un vétérinaire relevant de la Direction des services agricoles qu'elle était avariée et impropre à la consommation. Il s'est avéré aussi que le conducteur du véhicule ne disposait pas de certificat vétérinaire d'abattage et ne enquête est en cours par les services de la gendarmerie d'Oran sur cette affaire.

Lutte antiterroriste 3 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés à Batna, Khenchela et Relizane

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, des détachements de l'Armée nationale populaire en coordination avec les services de la Sûreté nationale ont appréhendé, ce mardi, 3 éléments de soutien aux groupes terroristes à Batna, Khenchela - 5° RM et Relizane - 2° RM. Selon la même source, «une grande quantité de kif traité s'élevant à 283,4 kg a été saisie à Naâma - 2° RM par des détachements combinés de l'ANP qui ont intercepté aussi 3 narcotrafiquants». Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, «2 autres narcotrafiquants en possession de 50 kg de la même substance ont été appréhendés à Tipasa - 1° RM». Dans un autre

contexte, des détachements de l'ANP «ont arrêté, à Djanet - 4° RM, Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar - 6° RM, 117 individus et saisi 29 morceaux de dynamite, 35 détonateurs, 27 m de mèche de détonation, 8 véhicules tout-terrain, 80 groupes électrogènes, 26 marteaux-piqueurs, 5 détecteurs de métaux et 48 sacs de mélange de pierres et d'or brut». Par ailleurs, un détachement de l'ANP «a arrêté, à Tindouf - 3° RM, un contrebandier et saisi 19 080 litres de carburants et 3,440 tonnes de denrées alimentaires, alors que des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté, à Biskra - 4° RM, 2 individus en leur possession 2 fusils de chasse.

El Tarf Plus de 37 kg de kif traité et 7 kg de corail saisis

Les services de la Brigade de recherche et d'investigation (BRI) de la police judiciaire de la sûreté de wilaya d'El Tarf ont saisi 37,2 kg de kif traité ainsi que 7 kg de corail brut, et procédé à l'arrestation de 10 trafiquants. Agissant sur la base d'une information faisant état de agissements d'un réseau de trafiquants composé de 10 individus, âgés entre 20 et 30 ans, les services de police ont ouvert une enquête, qui a permis l'arrestation d'un suspect alors qu'il était accompagné de trois

de ses acolytes, a indiqué le commissaire principal, Mohamed Karim Labidi. Le présumé coupable a été appréhendé à bord d'un véhicule en possession de 37,2 kg de kif traité, a précisé la même source, soulignant que l'enquête approfondie a permis d'arrêter 6 autres complices et la saisie de 7 kg de corail brut, 88 comprimés psychotropes de différentes marques ainsi que 150.000 DA provenant probablement des recettes de trafic de drogue et du corail.

Les services de police ont également saisi une arme blanche prohibée, une balance électronique, des téléphones mobiles, des coupures de papier utilisées dans le trafic de faux billets et le véhicule ayant servi au transport de la marchandise. Poursuivis pour trafic de drogue et de corail, et port d'arme prohibée, les mis en cause, originaires de différentes wilayas du pays, ont été placés sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel de Dréan.

Transfert illicite de devises Saisie de plus de 200.000 euros à l'aéroport Mohamed-Boudiaf de Constantine

Plus de 200.000 euros dissimulés dans un tapis de prière appartenant à un passager ont été saisis, mardi à l'aéroport international Mohamed-Boudiaf, de Constantine par les services des Douanes algériennes. Le voyageur qui était en possession de plus de 200.000 euros non déclarés a été interpellé par les douaniers

à l'aéroport international de Constantine, a souligné la même source, précisant que la saisie a eu lieu lors du traitement d'un vol à destination d'Istanbul (Turquie). L'opération de saisie a été effectuée en collaboration avec les services de la Police des frontières (PAF) de l'aéroport de Constantine, qui a mis

l'accent sur l'importance de cette opération ayant permis d'empêcher le transfert illicite de cette «importante» somme en devise. Le mis en cause, un Algérien, a fait l'objet d'un dossier judiciaire et sera présenté devant les instances judiciaires territorialement compétentes.

Édité par la Sarl ECHO Médias Algérie	Directeur Général Fondateur Tewfiq Meraou	Directeur de la Publication Ahsene Saaid	Siège Social : 32, Avenue de Maubeuge - Alger	Anep Tél : 021 73 76 78 021 73 71 28 Fax : 021 73 95 59	• Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.
	Directrice de la Rédaction D' Lila Meraou	Rédaction : 5F, rue des 3 Frères - Bouadou Bir Mourad Rais - Alger	Diffusion Ouest-Centre-Est Zigzag Expresse		
	Rédacteur en Chef Mouloud Hamdi	Tél-Fax : 023 54 23 23 / 023 54 23 02	Impression SIA		
	Directeur Technique Walid Boumaaraf	Direction de la publicité : Tél-Fax : 023 54 23 04	Compte N° : 005001114002013631013		
Quotidien National d'Information					
www.lechodalgerie-dz.com E-mail : echodalgerie@gmail.com					
L'ECHO d'ALGERIE Quotidien National d'Information					
BAHQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL Compte N° : 005001114002013631013					
L'Echo d'Algérie Quotidien National d'Information @echodalgerie_dz					

Pour une réelle prise en charge des préoccupations des citoyens

Les walis appelés à prendre des mesures urgentes

Au moment où le gouvernement s'apprête à rendre public le contenu de son plan d'action portant mise en œuvre du programme du président de la République, les nouveaux walis sont appelés à prendre des mesures urgentes pour une réelle prise en charge des principales préoccupations et des différentes attentes des citoyens.

C'est dans ce sens que le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a appelé les nouveaux walis à prendre des mesures urgentes pour améliorer les conditions de vie des citoyens, tout en insistant sur la nécessité de «rattraper rapidement le relâchement constaté depuis des années» et «être à la hauteur des aspirations du citoyen». A ce titre, Beldjoud a indiqué que les walis ont comme mission principale de «procéder en toute urgence au diagnostic de la situation locale, cité par cité, et intervenir rapidement pour prendre en charge les préoccupations urgentes de la population». «Il est inconcevable de voir en 2020, et en dépit des budgets colossaux alloués, des écoles sans électricité et sans chauffage, des cités sans eau et des routes défoncées», a déploré le ministre, estimant que cela est la responsabilité de tous, à commencer par l' élu communal en passant par le chef de daïra, le wali et le ministre. Beldjoud a ajouté que le citoyen qui a accordé sa confiance au président de la République attend que les choses changent en mieux, considérant qu'il s'agit là d'un «défi important à réussir avec la collaboration de tous». Rappelant que le mouvement dans le corps des walis et des walis délégués s'inscrit dans le cadre du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui s'était engagé à «opérer des changements dans divers domaines pour une Algérie nouvelle», le ministre a mis l'accent sur l'importance «d'adhérer efficacement et sincèrement» à cette démarche au service du pays. «En attendant la validation du programme du président de la République par le Parlement, les responsables locaux doivent entamer le changement en se rapprochant davantage des citoyens afin de connaître leurs difficultés et contraintes quotidiennes et œuvrer à les résoudre», a-t-il souligné. Beldjoud a relevé, à ce propos, que dans le cadre des différentes formules de développement local, «des projets de développement n'ont pas été lancés, donc il y a beaucoup d'argent non consommé à exploiter dans les meilleurs délais pour améliorer les conditions de vie des citoyens», ajoutant qu'à défaut, le président de la République s'est engagé à mobiliser les budgets nécessaires à cet effet. Le ministre a, par ailleurs, fait part de l'importance d'impliquer les différents acteurs de la société dans la mise en place d'une stratégie locale de développement conformément à la feuille de route puisée dans le programme du président de la République. «On peut faire avancer les choses avec de la volonté», a souligné le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, mettant en garde contre les sorties de terrain «inefficaces». Il a insisté sur l'impératif de résoudre les problèmes soulevés lors des sorties de terrain effectuées par le responsable local. Pour rappel, le Premier ministre Abdelaziz Djerad avait mis l'accent sur la nécessité de l'élaboration de ce plan d'action dans les plus brefs délais et ce, compte tenu des perturbations sociales qui touchent différents secteurs d'activité économique et de service public. Le Premier ministre, qui a indiqué avoir reçu les orientations et les directives du président de la République dans ce sens, a



précisé que la démarche du gouvernement sera axée sur la concrétisation de l'ensemble des engagements du programme présidentiel, en insistant plus particulièrement sur l'urgence du volet social. Dans ce domaine, les objectifs sont multiples et visent l'amélioration des conditions de vie des citoyens, la préservation de leur pouvoir d'achat et la réalisation d'un programme ambitieux de logements, a-t-il souligné. Le Premier ministre a affirmé que le gouvernement se penchera sur les mesures de nature à prendre en charge les principales préoccupations et les différentes attentes des citoyens, mettant l'accent sur l'importance d'entamer une nouvelle ère basée sur le dialogue et la concertation avec l'ensemble des acteurs politiques, sociaux et économiques, dans un esprit de participation et de partenariat.

Aujourd'hui, tout porte à croire que le Président Tebboune veut aller jusqu'au bout de sa démarche, lui qui avait promis, lors de sa campagne électorale, un changement radical dans les pratiques, les méthodes, mais aussi les mentalités pour pouvoir bâtir la République nouvelle à laquelle aspirent tous les Algériens

Dans cet esprit, le gouvernement compte également faire appel aux partenaires sociaux pour prendre part aux échanges qui seront lancés incessamment par tous les secteurs d'activités, afin de réunir les conditions optimales pour la mise en route des fondements d'une Algérie nouvelle et la concrétisation, jour après jour, des engagements pris par le président de la République et dont le gouvernement s'attelle à mettre en place les instruments nécessaires. Djerad a mis l'accent, en outre, sur la nécessité de veiller, en sub-

stance, à débureaucratiser «définitivement et avec détermination» les procédures administratives qui concernent directement les citoyens, moderniser les rapports entre les administrations et les agents économiques afin de garantir une réglementation appropriée, cohérente et qui soit à même de créer un environnement favorable au développement économique et respecter les obligations de transparence, notamment les délais relatifs à la déclaration de patrimoine et éviter tout conflit d'intérêt éventuel. Dans ses orientations aux membres de son staff, le Premier ministre a insisté sur la nécessité de présenter les contenus des politiques publiques que le gouvernement s'attellera à mettre en œuvre, en déclinant les finalités et les objectifs recherchés. Mettant en avant le souci des pouvoirs publics d'inaugurer une nouvelle ère fondée sur le dialogue et la concertation avec l'ensemble des acteurs sociaux et économiques dans un esprit faisant prévaloir le dialogue « franc, responsable et constructif », il a appelé les membres du gouvernement à « ouvrir, sans attendre, ces canaux de concertation avec l'ensemble de leurs partenaires ». Le Premier ministre a souligné, en outre, l'engagement du gouvernement à « faire preuve d'une écoute attentive aux aspirations sociales portées par les partenaires sociaux et de rétablir la confiance, en étant rassuré du degré de maturité dont ils ont fait preuve jusqu'à présent face à la situation vécue par notre pays ». Aujourd'hui, tout porte à croire que le Président Tebboune veut aller jusqu'au bout de sa démarche, lui qui avait promis, lors de sa campagne électorale, un changement radical dans les pratiques, les méthodes, mais aussi les mentalités pour pouvoir bâtir la République nouvelle à laquelle aspirent tous les Algériens. A travers son programme, Tebboune prône une nouvelle politique de développement hors hydrocarbures, la substitution des produits importés par d'autres locaux en vue de préserver les réserves de change, la promotion des start-up et le renforcement du rôle économique des collectivités locales dans le développement et la diversification de l'économie nationale. Une amélioration du

climat des affaires, l'encouragement de l'investissement, notamment extérieur direct sont aussi prévus dans ce programme. Le chef de l'Etat avait, d'autre part, relevé que l'Algérie avait besoin en cette période délicate de classer ses priorités pour éviter des lendemains incertains, assurant que l'Etat « sera à l'écoute des aspirations profondes et légitimes de notre peuple au changement radical du mode de gouvernance et à l'avènement d'une nouvelle ère, fondée sur le respect des principes de la démocratie, de l'Etat de droit, de la justice sociale et Droits de l'Homme ». Il avait également souligné que la situation que traverse le pays « nous interpelle, plus que jamais, à parfaire notre gouvernance pour corriger les points faibles de notre pays, réunir les conditions nécessaires à la relance de la croissance économique, au développement de notre pays et à la consolidation de sa place dans le concert des Nations ».

Dans l'objectif de lever ces défis, « nous devons dépasser, le plus vite possible, la situation politique actuelle pour entamer l'examen des questions essentielles pour le pays »

A travers l'adoption d'une stratégie globale fondée sur une vision politique claire à même de rétablir la confiance du peuple en son Etat et assurer sa mobilisation (peuple) afin de garantir sa stabilité et son avenir», a-t-il estimé, soulignant que cette stratégie vise à « restaurer l'autorité de l'Etat, à travers la poursuite de la lutte contre la corruption, la politique d'impunité et les pratiques relatives à la distribution anarchique des recettes pétrolières ». Il avait, en outre, mis l'accent sur l'impérative relance du développement économique à travers de grands projets et infrastructures de base, en sus de l'encouragement de l'investissement productif, la diversification du tissu industriel à travers la promotion des petites et moyennes entreprises (PME) et de l'activité économique créatrice de postes d'emploi. Dans cette perspective, Tebboune a souligné que l'Algérie avait besoin d'établir des priorités. Parmi les points figurant sur sa feuille de route, le président de la République a cité la lutte contre la corruption et l'esprit de distribution anarchique de la rente. Rappelant ses engagements contractés durant la campagne électorale, le président de la République a mis l'accent sur un amendement de la Constitution dont les principaux contours porteront sur la limitation du renouvellement du mandat présidentiel à une seule fois, la réduction des prérogatives du Président pour prévenir les dérives autocratiques, la séparation et l'équilibre des pouvoirs et la consécration de la protection des Droits de l'Homme, des libertés individuels, collectives, de la presse et de manifestation. Le chef de l'Etat se fixe également pour priorité de moraliser la vie politique et de restituer la crédibilité aux institutions élues à travers la révision de la loi électorale, notamment les conditions relatives à l'éligibilité.

T. Benslimane

Développement du pays dans tous les domaines

L'ANP déterminée à soutenir les démarches du Président Tebboune

Le chef d'état major de l'Armée nationale populaire (ANP) par intérim, le général-major Saïd Changriha a mis en avant, mardi à Alger, la détermination de l'ANP à soutenir et appuyer les «nobles démarches» du président de la République, Abdelmadjid Tebboune en faveur du «développement du pays dans tous les domaines».

Dans son allocution devant le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de sa visite au siège du ministère de la Défense nationale (MDN), le général-major Changriha a déclaré : «Nous vous assurons de notre entière détermination à soutenir et appuyer vos nobles démarches pour le développement du pays dans tous les domaines et sur tous les plans, en concrétisation des ambitions et aspirations légitimes de notre vaillant peuple». «Nous ne ménagerons aucun effort pour permettre à notre chère patrie d'atteindre ses objectifs escomptés et recouvrer sa place privilégiée et méritée au double plan régional et international», a ajouté le chef d'état major de l'ANP par intérim, assurant «vous nous trouverez toujours à vos côtés pour la réalisation de ces nobles objectifs». S'adressant au Président Tebboune dans son allocution de bienvenue, en son nom personnel et au nom de l'ensemble du personnel de l'ANP parmi les officiers, sous-officiers, hommes de troupe et personnels militaires, le général-major Changriha a dit : «Nous vous souhaitons plein succès dans vos nobles missions, priant Dieu, Tout-Puissant, de guider vos pas et de vous assister dans la gestion des affaires du

pays, et de gratifier, en cette nouvelle ère, l'Algérie de plus de sécurité, de paix et de stabilité et des facteurs de croissance et de prospérité, et notre peuple de la pérennité des liens de fraternité et d'unité».

A cette occasion, il a rendu hommage au président de la République pour «sa réussite à créer une nouvelle dynamique dans le pays, qui a fait renaître l'espoir dans l'esprit des Algériens et contribué à consolider leur confiance en les institutions de leur Etat et en la capacité de ces-dernières à concrétiser leurs aspirations légitimes à la faveur des nombreux et prometteurs chantiers ouverts, en l'espace d'une courte période, au double plan interne et externe».

Au plan international, le général-major Changriha a rappelé que «l'Algérie a pu recouvrer son rôle avant-gardiste dans la région grâce à vos efforts diplomatiques soutenus, en s'imposant en tant qu'acteur régional central et incontournable dans les démarches de règlement des différents conflits régionaux». Au niveau interne, «vous avez réussi à apaiser les esprits et rassurer toutes les franges du peuple, en adoptant la voie du dialogue et de la consultation des personnalités nationales, des partis, des associations, de la société civile et des différents médias», a-t-il poursuivi.



Le général-major Changriha a réitéré, dans ce contexte que «l'ANP digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN) demeurera, en tant qu'Armée républicaine, entièrement disposée à s'acquitter, à tout moment, de ses missions constitutionnelles, consistant à veiller à la sauvegarde de l'indépendance nationale et la défense de la souveraineté nationale, de l'unité du pays et de son intégrité territoriale, comme stipulé dans l'article 28 de la Constitution, accomplissant ainsi seulement son devoir sacré et ses missions nobles».

«Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que l'ANP demeure à jamais une Armée unifiée, une Armée pleinement engagée quant à ses nobles missions, une Armée attachée à sa doctrine de travailler dans le silence

avec sagesse et clairvoyance», a-t-il encore soutenu mettant en avant «son attachement ferme à ancrer ses nobles valeurs dans l'esprit de ses enfants». Soulignant «la disponibilité opérationnelle permanente de l'Armée nationale populaire, sous la direction du président de la République, chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale pour relever tous les défis et faire face à quiconque osera porter atteinte à notre intégrité territoriale et à la sécurité et la stabilité de notre pays», le général-major Saïd Changriha a réitéré que «l'ANP, digne héritière de l'ALN demeurera le bouclier et le rempart contre lequel échoueront toutes les tentatives hostiles, conformément au serment fait aux valeureux chouchada».

T. M.

● Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP par intérim avec «plein exercice des prérogatives de la fonction»

Le décret présidentiel chargeant le commandant des Forces terrestres, le général-major Saïd Chanegriha, d'assurer l'intérim du poste de chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) avec «plein exercice des prérogatives de la fonction», vient d'être publié au Journal officiel. Le décret datant du 9 janvier 2020 stipule «le général-major Saïd Chanegriha, commandant des Forces terrestres, est chargé d'assurer, à compter du 23 décembre 2019, l'intérim de chef d'état-major de l'ANP», précisant que «l'intérim n'exclut pas le plein exercice des prérogatives de la fonction de chef d'état-major de l'ANP». Un autre décret publié dans le même numéro du Journal officiel note qu'«il est mis fin, à compter du 23 décembre 2019, aux fonctions de chef d'état-major de l'ANP, exercées par le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, décédé».

Conseil constitutionnel

Fenniche : «La promotion de la culture constitutionnelle, axe de notre collaboration avec le PNUD»



Le président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche, a souhaité, mardi, que la collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en 2020 soit fructueuse d'autant qu'elle portera sur la diffusion de la culture constitutionnelle dans la société. Le PNUD nous accompagne à travers une série d'actions hautement positives et nous souhaitons que le programme de coopération qui nous lie en 2020 soit fructueux, d'autant que nous comptons focaliser sur la dif-

fusion de la culture constitutionnelle dans la société», a-t-il déclaré à l'ouverture d'un workshop sur «l'exception d'inconstitutionnalité : études des modalités d'application» au siège du Conseil constitutionnel en collaboration avec le PNUD au profit des membres et cadres du Conseil. A ce propos, Fenniche a salué les efforts du PNUD en tant que partenaire de l'Algérie dans l'application du projet «Constitution au service du citoyen», dans le cadre des objectifs de développement durable à l'horizon 2030. Evoquant ce workshop, Fenniche a indiqué qu'il s'inscrit dans le cadre de la série de rencontres tenues en 2019 sur le mécanisme de l'exception d'inconstitutionnalité dans tous ses volets, appelant les cadres et fonctionnaires du Conseil à en tirer bénéfice en tant que session de formation pratique grâce aux expériences pionnières qui seront abordées par des professeurs et des spécialistes. Pour sa part, la représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Blerta Aliko, a estimé que cet atelier permettra de comprendre la mécanisme d'exception d'inconstitutionnalité, la relation entre les différents intervenants et acteurs et ses modalités d'application, soulignant la poursuite de la coopération entre le Programme onusien et le Conseil constitutionnel à travers l'organisation de ce genre d'ateliers, qui constituent un espace de concertation et de dialogue, pour aboutir aux mécanismes d'application appropriés et tirer profit des expériences. Cette rencontre est à même de contribuer à donner au citoyen confiance en la justice et lui permettre de participer à la vie publique. Il s'agit également de renforcer l'efficacité du Conseil constitutionnel, de favoriser l'accès de tout citoyen à la justice et, partant, d'établir de sociétés pacifiques où nul n'est marginalisé, a-t-elle ajouté. L'article 188 de la Constitution amendée en 2016 stipule, que «le Conseil constitutionnel peut être saisi d'une exception d'inconstitutionnalité sur renvoi de la Cour suprême ou du Conseil d'Etat, lorsque l'une des parties au

procès soutient devant une juridiction que la disposition législative dont dépend l'issue du litige porte atteinte aux droits et libertés garantis par la Constitution». Depuis son entrée en vigueur, le Conseil constitutionnel a tranché deux affaires, tandis qu'une troisième est en cours d'examen, a fait savoir Fenniche. Lors des travaux de ce workshop, le professeur en droit constitutionnel à l'université de Paris 1, Dominique Rousseau, a exposé l'expérience française en matière de mécanisme d'exception d'inconstitutionnalité qui a révolutionné le secteur de la Justice en France même si ce dernier a pris plus de temps par rapport à certains pays européens. Il a expliqué, dans ce sens, que la loi adoptée n'exprime la volonté générale que si elle est respectueuse de la Constitution et que partant l'exception d'inconstitutionnalité «est le mécanisme permettant de contrôler les lois, de garantir leur application et leur respect des libertés et des droits énoncés dans la Constitution».

Evoquant le problème de la perte de temps pour prouver la pertinence de l'exception d'inconstitutionnalité entre plusieurs juridictions, le Pr Rousseau a préconisé la création d'une chambre au niveau du Conseil constitutionnel chargée de l'examen de ce type d'affaires, d'autant que ce mécanisme a servi de tournant décisif dans la compréhension du droit et apporté un changement dans l'exercice du métier d'avocat. Pour rappel, la convention entre le Conseil constitutionnel et le PNUD sur le projet intitulé «la Constitution au service du citoyen», qui s'étend jusqu'au 2021, vise à fournir un appui au Conseil constitutionnel dans la mise en œuvre du mécanisme d'exception d'inconstitutionnalité approuvé par l'amendement constitutionnel du 7 mars 2016 à travers des activités ayant pour objectif d'accroître l'efficacité du rendement du Conseil Constitutionnel par l'appui des capacités humaines et techniques et le renforcement des échanges concernant les bonnes pratiques et les méthodes adoptées dans l'examen des exceptions.

Sommet de l'UA sur la Libye

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, représente le Président la République

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a chargé le Premier ministre de le représenter au 8e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye prévu jeudi 30 janvier 2020 à Brazzaville (République du Congo), ajoutant que le Premier ministre sera accompagné du ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum.

Le 8^e sommet du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye, auquel prennent part plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que les parties en conflit en Libye, se tient ce jour à Brazzaville (Congo). Le sommet a pour objectif d'étudier l'évolution de la situation en Libye, avant le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA prévu en février prochain à Addis-Abeba en Ethiopie.

La rencontre, qui intervient quelques jours seulement après une réunion à Berlin en Allemagne (au niveau des chefs d'Etats et de gouvernement) et une autre à Alger (au niveau des ministres des Affaires étrangères) consacrées à la situation en Libye, sera marquée par la présence des acteurs du conflit et autres représentants d'organisations continentales et internationales pour tenter de trouver une solution politique à cette crise. Le représentant spécial et chef de la mission d'appui des Nations unies pour la Libye, Ghassan Salamé, et le secrétaire exécutif de la communauté des Etats sahélo-sahariens, Ibrahim Sani Abani, sont attendus à cette rencontre. Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, le président en exercice de l'UA, Abdel Fattah Al Sissi, et le commissaire à la paix et à la sécurité de la

Commission de l'UA, Ismaël Chergui, seront également présents à ce sommet.

La partie libyenne sera représentée par les deux principaux protagonistes, le président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'union nationale (GNA), Fayez Mustapha Al Sarraj, et le maréchal Khalifa Haftar, ainsi que par le président du haut conseil d'Etat, Khaled Al Michri, et le président du parlement, Aguila Saleh Issa. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, est aussi attendu à cette réunion en qualité de représentant d'un pays ayant organisé une réunion, le 19 janvier dernier à Berlin, pour relancer le processus de paix en Libye. Pour rappel, lors de la conférence internationale sur la Libye tenue à Berlin, à laquelle a pris part le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, les participants ont convenu de la mise en place d'un comité devant assurer le suivi de la mise en œuvre des décisions de la conférence, et ce sous l'égide de l'ONU, une démarche tendant à «consolider» la trêve et le cessez-le-feu entre les forces du Gouvernement d'union nationale et celles du Maréchal Haftar. A Alger, la réunion sur la Libye des ministres des Affaires étrangères des pays voisins de ce pays (Algérie, Tunisie, Egypte, Soudan, Tchad et



Niger), ainsi que le Mali au vu des retombées de la crise libyenne sur ce pays de la région, a mis en avant la nécessité d'accompagner les

Libyens dans la dynamisation du processus de règlement politique de la crise à travers un dialogue inclusif. **T. M.**

L'ambassadeur américain à Ghardaïa

Les opportunités d'investissement dans la région mises en exergue

Les opportunités d'affaires et les potentialités qu'offre la région de Ghardaïa dans les secteurs de l'agriculture, l'agroalimentaire et le tourisme ont été mises en avant, ce mercredi, à l'occasion d'une visite de prospection de l'ambassadeur des USA à Alger, John Paul Desrocher, à Ghardaïa (600 km au Sud d'Alger). Le diplomate américain s'est montré fort intéressé par les atouts et les potentialités de la wilaya de Ghardaïa dans les domaines du tourisme et de l'agriculture, suite à des rencontres avec les membres de la société civile, les élus, les professionnels de l'industrie et les opérateurs économiques locaux.

Les participants à ces rencontres ont focalisé dans leurs interventions sur l'apport technologique et le savoir-faire des USA dans différents domaines, tout en valorisant les potentialités agricoles et touristiques dont regorge la région de Ghardaïa ainsi que les opportunités d'investissement et de partenariat. L'ambassadeur américain a souligné que les relations d'amitié unissant l'Algérie et son pays sont «excellentes» tout en mettant en exergue les multiples opportunités de partenariat et d'échanges commerciaux qu'offre la relation entre l'Algérie et les USA. John Paul Desrocher a souhaité que les opérateurs éco-

nomiques locaux s'organisent en groupes pour développer un partenariat et des échanges commerciaux avec leurs homologues américains, tout en signalant l'absence de la promotion de la destination touristique de l'Algérie auprès des américains. Auparavant, le diplomate américain s'est entretenu au siège de la wilaya avec les autorités locales. Des visites de sites touristiques de la vallée du M'zab sont programmées pour la délégation diplomatique américaine au terme de cette visite de prospection dans la région.

Hadj M. /Ag.

Armement

Le Président algérien veut renforcer la position de l'Armée comme puissance militaire régionale et méditerranéenne

L'aggravation de la situation en Libye et au Sahel, après l'annonce faite par les États-Unis de retirer leurs soldats déployés dans cette région, ainsi que la nécessité de maintenir l'équilibre stratégique en Méditerranée, imposent à l'Armée algérienne d'être à un haut niveau «de capacités de combat», a expliqué le chef de l'État algérien. Dans la lignée de la modernisation de l'Armée nationale populaire (ANP) algérienne, lancée depuis 2004 par feu le général de corps d'armées Ahmed Gaïd Salah, ex-chef d'état-major de l'ANP et ex-vice-ministre de la Défense nationale, le Président Abdelmadjid Tebboune, à la fois chef suprême des Armées et ministre de la Défense nationale, a annoncé mardi 28 janvier un vaste programme de renforcement des capacités de l'Armée algérienne. «La nécessité de renforcer les capacités de l'ANP n'est pas moins importante, compte tenu de l'immensité de notre territoire et à la lumière des défis sécuritaires dans les pays voisins qui appellent un renforcement des capacités de défense à mesure que les flux d'armes augmentent dans les zones de conflit entourant nos frontières», a déclaré le chef de l'État algérien, lors d'une réunion avec le commandement de l'ANP au siège du ministère de la Défense nationale. Depuis l'attaque terroriste de janvier 2013 contre le complexe gazier de Tigentourine, dans la région d'Aïn Amenas, par un groupe venu de Libye, l'ANP a renfor-

cé son dispositif sécuritaire à la frontière avec ce pays. Elle a, notamment déployé plusieurs unités de combat et augmenté le niveau de surveillance en s'appuyant sur des moyens aéroportés et des drones. Dans le même sens, le Président Tebboune a assuré que tout sera fait pour garantir la «sécurisation des zones d'installations industrielles, économiques et énergétiques vitales, notamment dans le sud». Pour répondre aux défis qui se posent à l'Algérie, le Président Tebboune a annoncé la poursuite de «la mise en œuvre des programmes de développement des forces (armées, ndlr), avec les niveaux requis de capacités de combat, pour les différentes armes et avec tous les partenaires, en plus de poursuivre les efforts pour maintenir l'opérabilité du matériel militaire, son renouvellement et sa modernisation». En ce qui concerne la sécurisation des frontières du pays, Tebboune a souligné que l'ANP travaillera «au renforcement des formations de protection et à la sécurisation de toutes les frontières nationales avec les sept pays voisins, avec du matériel et des équipements avancés, notamment dans les domaines de la reconnaissance et de la guerre électronique, afin d'assurer une détection précoce de toute menace, quels qu'en soient le type et la source». En conclusion, le chef de l'État algérien s'est ainsi engagé à continuer à «améliorer les méthodes de formation et à adapter les pro-

grammes éducatifs des différentes écoles de l'ANP» ainsi qu'à «dynamiser la coopération militaire avec (les) différents partenaires étrangers». «Le niveau des programmes de développement, de modernisation et de renforcement des capacités de combat, ne peut être vérifié que par des exercices sur le terrain», a-t-il conclu. L'Algérie va acquérir de la part de la Russie 14 chasseurs furtifs Su-57, devenant ainsi le premier client à qui le constructeur Sukhoi exportera ce fleuron de l'aviation de combat de 5^e génération, indique le site algérien d'information militaire Mena défense. Par ailleurs, le média précise que l'Armée de l'air algérienne a également signé deux autres contrats portant sur l'achat de bombardiers de type Su-34, dont elle est le premier client également, et des appareils de domination aérienne Su-35 avec 14 aéronaves pour chaque modèle. Deux autres contrats en option pour l'achat de Su-34 et Su-35 avec 14 appareils chacun également ont été signés dans le but de remplacer les avions qui seront retirés de la flotte de l'Armée de l'air dans les prochaines années, précise la même source. En 2025, l'Armée de l'air algérienne sera en mesure de déployer deux escadrons de Su-30 MKA, un autre de Su-57, un de Su-35 et un de MiG-29 M2. Elle a également en sa possession deux escadrons de Su-24 modernisés et un de Su-34 pour la flotte de bombardiers, rappelle le

média, soulignant que la formation des pilotes se fera avec des Yak-130.

Akram Kharief, expert des questions sécuritaires et de défense Menadefense, a affirmé que c'est «l'apparition de F-35 dans la flotte italienne qui a motivé la prise de décision rapide de l'Algérie». L'acquisition du Su-57 par l'Algérie «est une révolution sur le flanc ouest de la Méditerranée», a-t-il déclaré, précisant que «c'est inédit également en Méditerranée, car dans ce bassin il n'y a qu'Israël et l'Italie qui disposent d'avions furtifs en l'occurrence le F-35». «Même la France n'en dispose pas», a-t-il affirmé. Et d'ajouter, Kharief a expliqué que «l'importance stratégique du Su-34 réside dans le fait que cet avion est un bombardier à long rayon d'action capable de mener des opérations à des milliers de kilomètres, ce qui étend les possibilités offensives de l'Armée de l'air algérienne». De son côté, l'ex-colonel des services de renseignement algériens, Abdelhamid Larbi Chérif, a indiqué au micro de Sputnik que «l'Algérie qui ne participe à aucune alliance militaire entend par l'acquisition de ce genre d'armements, comme les Su-57, les Su-34 et les systèmes de défense antiaérienne tels que les S-300, maintenir l'équilibre militaire à même de lui permettre de défendre son intégrité territoriale et ses intérêts vitaux».

K. L. / Sputnik

63^e anniversaire de la grève des 8 jours Zitouni exhorte les jeunes à l'unité pour faire avancer l'Algérie

Le ministre des Moudjahidine et des Ayant droit, Tayeb Zitouni, a exhorté, mardi à Alger, les jeunes «à l'unité et à l'adhésion autour de la direction du pays à travers l'intensification des efforts en vue de remporter les enjeux et faire avancer l'Algérie en consécration du serment fait aux chouchada et moudjahidine».

La célébration des anniversaires historiques se veut «une leçon permanente pour la préservation de notre Patrie et la construction d'une réalité à même de hisser notre pays au niveau civilisationnel rêvé par nos valeureux chouchada», a déclaré Zitouni lors d'une conférence à l'occasion du 63^e anniversaire de la grève des 8 jours (du 28 janvier au 4 février 1957), en présence du ministre du Commerce, Kamel Rezig et du secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Hazab Ben Chahra. Cet objectif, a-t-il estimé, «requiert de nos enfants l'unité des rangs, l'adhésion autour la direction de notre pays, la loyauté dans l'accomplissement du devoir dans le cadre de l'entraide et la solidarité, et l'intensification des efforts». Pour Zitouni, la grève historique des huit jours, est un anniversaire qui revigore le sens du patriotisme et une opportunité de se recueillir à la mémoire des valeureux chouchada dont le sang a été le gage de fidélité à cette chère Patrie. C'est également l'occasion de leur renouveler le serment de rester sur leur voie dans la défense des valeurs pour lesquelles ils se sont sacrifiés.

Qualifiant cette grève d'«épopée historique», Zitouni a mis en avant «la clairvoyance et la parfaite coordination caractérisant le commandement de la Révolution nationale, en décidant de déclencher le 28 janvier 1957, date de la tenue de la session

de l'Assemblée générale de l'ONU, d'une grève nationale générale de 8 jours, qui avait eu d'importants résultats aux plans diplomatique, médiatique et local». En outre, cette grève «a démontré, avec preuves et arguments, la cohésion consacrée par le génie du peuple algérien, ainsi que sa détermination à recouvrer l'indépendance par toutes les voies de lutte qui lui ont permis de se libérer du joug colonial». Par ailleurs, le ministre des Moudjahidine a insisté sur «l'impératif de poursuivre l'écriture de l'histoire nationale, que nous devons préserver, faire connaître toutes ses dimensions, et le documenter à travers les études des chercheurs, enseignants, historiens et étudiants en soutien aux efforts consentis par notre secteur pour la préservation de la mémoire de la Nation et sa transmission aux générations montantes».

Intervenant à son tour, Rezig a estimé que la grève des 8 jours constitue l'une des grandes haltes de l'histoire de la lutte contre la colonisation ignoble, ajoutant que «par le suivi du mot d'ordre, le peuple algérien a réaffirmé son unité et son adhésion autour de sa Révolution offrant ainsi aux médias du monde la possibilité de découvrir l'image réelle de la colonisation française, et partant transmettre la vérité à l'opinion publique internationale. Dans une déclaration à la presse en marge de la conférence, le ministre des Moudjahidine a réaffirmé que «l'Algérie est liée à la partie française par de lourds



Photo : Fateh Guidoum ©

dossiers relatifs à la mémoire nationale, à l'instar de la récupération des archives nationales et des crânes de chouchada et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires,

d'où la nécessité d'une volonté sincère permettant un règlement réel de ces dossiers pour l'établissement de relations normales», a-t-il soutenu. **N. I.**

Régulation du trafic routier et d'éclairage public Des entraves techniques retardent la mise en marche des feux tricolores à travers 22 points à Alger

Le lancement de la première étape de réalisation du nouveau système de régulation du trafic routier et d'éclairage public à Alger accuse un retard pour des «raisons techniques» qui entravent la mise en marche des feux tricolores intelligents dans 22 carrefours, a-t-on appris, hier, auprès du chargé de la gestion de la Direction des transports de la wilaya d'Alger, Salhi Ayach. En dépit de l'installation des feux tricolores au niveau de 22 carrefours sur un axe de 7 km entre Belouizdad et Ruisseau, dans le cadre de la réalisation de la première étape du projet, l'opération «est à l'arrêt à cause de problèmes techniques liés essentiellement aux fibres optiques et à la définition des règles d'exploitation des caméras de surveillance aux feux tricolores», a déclaré Salhi dans un entretien consacré au projet du système de régulation du trafic routier et d'éclairage public d'Alger confié à la société mixte algéro-espagnole mobilité et éclairage d'Alger (MOBEAL). La 1^{re} étape du projet prévoit l'équipement de 200 carrefours, dont 53 ont été étudiés et équipés sans avoir été mis en service, a fait savoir le responsable, indiquant que la société MOBEAL a achevé les travaux de réalisation au niveau de 22 carrefours dans la zone pilote, vu qu'elle a procédé à «la mise en place des panneaux et des feux tricolores qui ont été testés».

Le problème technique qui entrave la mise en marche de ce système, dans sa 1^{re} étape, «va au-delà des prérogatives de la Direction des transports et de MOBEAL», sachant que ce système proposé par des experts espagnols «repose sur l'exploitation simultanée des feux tricolores et des caméras de surveillance du trafic routier, sous la supervision d'un centre de contrôle qui assure aux usagers de la route l'information en temps réel, à travers une application spéciale ou une station de radio spécialisée». Salhi impute le retard dans la réalisation des feux tricolores intelligents

aux conditions de travail difficiles dans la capitale», citant à cet effet la circulation routière dense et les nombreux déplacements des citoyens tout au long de la journée, outre l'exiguïté des artères concernées par ces travaux. À l'effet de lancer la 1^{re} étape du nouveau système routier, le représentant de la Direction des transports a affirmé que l'«ex-wali d'Alger, Abdelkhalek Sayouda avait demandé en septembre dernier à MOBEAL de présenter «une étude globale qui propose des solutions pratiques en vue de pallier les obstacles techniques qui entravent le lancement de ce système», précisant que le délai fixé pour la finalisation de l'étude expire début février prochain. La concrétisation du système de régulation du trafic routier d'Alger «nécessite la création d'une instance indépendante capable de gérer ce projet ambitieux et détenant le pouvoir de décision pour surmonter les obstacles qui entravent l'exécution», ajoutant que «la Direction des transports d'Alger ne recèle pas les moyens matériels et techniques nécessaires au suivi de ce projet ambitieux», a-t-il dit.

La réalisation de ce projet a été confiée à la société mixte algéro-espagnole MOBEAL, qui englobe l'Etablissement de gestion de la circulation et du transport urbain (EGCTU), l'Etablissement de réalisation et de maintenance de l'éclairage public de la wilaya d'Alger ainsi que deux entreprises espagnoles spécialisées dans les systèmes de gestion du trafic routier. De son côté, le chef de service du transport terrestre dans la même direction, Ali Mohamedi a affirmé au sujet du matériel acquis dans le cadre de la 1^{re} étape du projet, que «tous les équipements ont été installés au niveau de 22 carrefours». Quant aux autres sites restants (53 carrefours) au niveau des rues Hassiba-Ben Bouali, Zighout-Youcef, Che Guevara, Didouche-Mourad, Mohammed

V, Ghermoul et Krim-Belkacem, «les travaux d'aménagement ont été lancés à 100%, y compris les raccordements électriques, en attendant la mise en place des équipements qui leur sont destinés». En attendant de trouver une solution à cette entrave technique à l'origine du retard du lancement du nouveau système et dans le cas où «la société MOBEAL ne répondrait pas à la demande de la wilaya dans les délais impartis, cette dernière sera dans l'obligation d'annuler leur partenariat pour les étapes à suivre», a souligné Salhi. Une enveloppe financière de 15 milliards de dinars a été consacrée par les services publics à ce projet qui sera réalisé en 3 étapes dans un délai de 55 mois. Pour Salhi, tout ce qui a été réalisé jusqu'à présent, en l'occurrence l'installation de feux tricolores intelligents au niveau de 22 carrefours «n'a consommé que 10% de la totalité du budget consacré à la 1^{re} étape, estimée à 6,9 milliards de dinars».

Des projets d'aménagement urbain supplémentaires en faveur des nouvelles cités

Au regard de l'importance du renforcement du réseau routier à travers les différentes communes, plusieurs projets ont été réceptionnés en 2019, dont un tronçon de la radiale Oued Ouchayeh, la radiale d'El Alia ainsi que d'autres projets de dédoublement de voie, entièrement financés par les services de wilaya. En effet, depuis fin 2019, la wilaya d'Alger a bénéficié de 77 opérations d'aménagement de routes urbaines, de protection du littoral et de modernisation du réseau routier à travers 57 communes, financées à partir du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales et du budget de

la wilaya pour un montant de 14 milliards de dinars, a précisé le directeur des Transports de la wilaya d'Alger, Abderrahmane Rahmani. Ce responsable a ajouté que la wilaya d'Alger avait consacré une enveloppe de 4 milliards de dinars, sur son budget initial pour 2020, au secteur des Travaux publics pour la prise en charge de nouveaux projets de routes urbaines sur une distance de 200 km. A Alger-Est, la réalisation du projet de dédoublement du chemin de wilaya N° 145, reliant El Hamiz à la commune de Bordj El Kiffan, a bénéficié d'un budget considérable estimé à 800 millions de dinars au regard du trafic très dense enregistré sur cette voie. À Alger-Ouest, les travaux de réaménagement et de modernisation de la route reliant le chemin de l'hôpital de Zéralda à Sidi Abdallah sur une distance de 1,5 km qui ont débuté, ont bénéficié d'une enveloppe de 60 millions de dinars prise en charge par la Direction des travaux publics et d'un budget additionnel pris en charge par les services locaux. Au niveau de la circonscription de Chéraga, des travaux d'aménagement et de consolidation du chemin rural N° 9 à Aïn Benian ont été menés afin de désenclaver la zone et de fluidifier la circulation. Au niveau de la commune de Bir Mourad Raïs, des travaux de consolidation de nombreuses voies de quartiers sur une longueur de 2,5 km sont en cours, selon la même source. Lors du dernier Conseil des ministres, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait instruit le Gouvernement de trouver des solutions à la problématique de la congestion routière dans la capitale, en recourant aux expertises pour la proposition d'alternatives à même de désengorger le trafic à Alger qui enregistre le passage de 1,7 million de véhicules/jour.

Houda H. /Ag.

ENIEM

Arrêt technique des activités le 2 février prochain pour contraintes financières

L'Entreprise nationale des industries électroménagères (ENIEM) de Tizi-Ouzou, qui fait face depuis l'été dernier à des contraintes financières et d'approvisionnement en matière première, se voit contrainte d'aller vers un arrêt technique de ses activités à compter du 2 février prochain, a-t-on appris, hier, de la Direction générale.

Dans une note signée par son PDG, Djilali Mouazer, et dont une copie nous a été remise la direction générale de l'ENIEM informe ses travailleurs que «l'employeur et le partenaire social se voient contraints de convenir d'un arrêt technique d'activité à partir du 2 février prochain et ce, conformément à la convention collective de l'entreprise». Selon le document, la décision a été prise, mardi, lors d'une réunion du conseil de direction élargie aux membres du Bureau du comité de participation, tenue au siège de la direction générale afin de débattre de la situation prévalant au sein de l'entreprise relative à la production et aux approvisionnements. Selon la note, trois solutions sont proposées aux travailleurs pour gérer l'arrêt technique des activités de l'entreprise publique, à savoir l'épuisement des reliquats des congés annuels, l'anticipation sur le congé annuel 2019-2020 et, comme ultime solution, aller vers un chômage technique. Durant cette période, une permanence sera assurée au niveau des unités pour la continuité, entre autres, des travaux d'approvisionnement, du bilan financier ainsi que la vente des produits finis, etc. L'arrêt technique des activités fait suite au non-aboutissement des démarches entamées par l'ENIEM auprès des organismes financiers pour trouver solution à ses difficultés financières. «Toutes les démarches effectuées par l'entreprise auprès de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) et de la tutelle pour débloquent la situation

financière de l'entreprise afin d'assurer les approvisionnements nécessaires à l'activité production, demeurent à ce jour sans suite, et ce, malgré le plan de charge ambitieux présenté par l'entreprise», a-t-on expliqué. Selon la note, «cette situation a provoqué une rupture de stocks et des collections CKD. Pour ce qui est des approvisionnements déjà placés, il seront réceptionnés à partir de la seconde quinzaine de mars prochain, et ne couvrent que quelques journées d'activité», a-t-on précisé. La situation d'arrêt technique des activités a été déjà vécue par l'ENIEM en juillet dernier, lorsque, faute de délivrance d'une licence d'importation de la matière première nécessaire au maintien de ses activités de fabrication, la direction générale s'est retrouvée contrainte de mettre en congé ses travailleurs le 2 juillet dernier et ce, durant presque un mois. La situation avait été débloquée après l'intervention du ministère de l'Industrie et des Mines, lequel a accordé le 23 juillet la licence d'importation et d'exploitation de la matière première (les collections CKD/SKD) pour le montage d'appareils électroménagers. Les activités (l'approvisionnement de la matière première) de l'entreprise publique avaient été reprises, début août dernier. Le 24 juillet, la direction générale de l'ENIEM avait aussitôt entamé une réunion avec sa banque de domiciliation pour tenter de trouver des solutions concernant l'ouverture des lettres de crédits pour l'acquisition de la matière première et le rééchelonnement de



sa dette. Des discussions ont été également entamées avec le Comité de participation de l'Etat (CPE).

Le PDG de l'entreprise, Mouazer, avait annoncé à la presse le 16 janvier dernier, à l'occasion de l'ouverture du deuxième showroom de l'ENIEM à Tizi-Ouzou, qu'il était «optimiste» quant à l'aboutissement de ces discussions autour de l'octroi d'une aide de

l'Etat pour accorder à l'entreprise un fonds de roulement d'exploitation. «Nous avons mis en place les garanties nécessaires pour bénéficier d'une ligne de crédit d'exploitation importante. Nous avons besoin d'un fonds de roulement consistant pour concrétiser notre stratégie de partenariat et commerciale, qui est très ambitieuse», a-t-il dit.

Kahina Tasseda

● Union arabe Une foire internationale de la production à Alger proposée



Le ministre du Commerce, Kamel Rezig et le ministre délégué du Commerce extérieur, Aïssa Bekkaï ont rencontré, mardi, le secrétaire général de l'Union arabe pour le développement des exportations industrielles, l'ambassadeur Abdelmoniem Mohamed Mahmoud avec lequel ils ont examiné la proposition d'organiser une foire internationale en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère. Après avoir passé en revue nombre de dossiers économiques intéressant les deux parties, l'ambassadeur Mohamed Mahmoud a mis en avant l'importance d'organiser cette manifestation qui réunira des exposants et des hommes d'affaires des quatre coins du monde. Il a indiqué, à cet égard, que l'Union arabe détenait une «expérience avérée et un important réseau de relations en la matière, permettant aux hommes d'affaires, aux opérateurs économiques algériens et leurs homologues étrangers d'établir de nouveaux partenariats». Pour sa part, Rezig a accueilli favorablement la proposition, affirmant la disposition de son département ministériel à accompagner toute initiative ou projet à même d'apporter un plus à l'économie algérienne, promouvoir le produit national et ouvrir de nouveaux domaines de partenariat. Dans le même cadre, Rezig a mis en exergue le rôle stratégique de l'Algérie sur le plan économique, notamment dans la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) et la Grande zone arabe de libre-échange (GZALE), devenant ainsi une destination favorite des investisseurs du monde entier.

Transport maritime

Le navire «Saoura» retardé au port polonais de Gdansk après un contrôle de certificats

Le navire «Saoura», appartenant à la Compagnie nationale algérienne de navigation (CNAN Nord), a été retardé au niveau du port polonais de Gdansk suite à une opération de vérification de certificats, a indiqué, hier, la direction générale de la compagnie dans un communiqué. Le navire a été retardé d'abord pendant une journée et demie après la fin de ses opérations commerciales, vendredi dernier, pour effectuer une visite sous-marine de la carène du navire «Saoura», dans le cadre du planning de certification annuel du navire, note la même source. Mais après la fin de cette visite «ordinaire et programmée», les autorités du port polonais de Gdansk ont décidé de bloquer le navire pour des raisons administratives en relation avec les certificats. En effet, l'inspecteur du Port State Control du port de Gdansk a estimé que les certificats statutaires du navire, délivrés le 19 septembre 2019 après une visite d'inspection réglementaire par l'Administration maritime algérienne faite au port d'Oran, n'étaient pas conformes, «chose qui est dénuée de tout fondement», explique la CNAN Nord. La compagnie, après s'être assuré que «tout est en ordre», a contacté la Direction de la marine marchande et des ports, la société de classification ainsi que les instances consulaires algériennes à Varsovie, afin d'intervenir et clarifier la situation concernant la conformité des certificats «qui ne souffrent d'aucune anomalie». Après avoir reçu les clarifications nécessaires, les autorités polonaises ont autorisé le navire «Saoura» à quitter le port de Gdansk le soir du lundi dernier, avec à bord 76 conteneurs de lait en poudre, soit 1900 tonnes, à destination du port d'Anvers (Belgique) pour transporter un complément de marchandises dont 40 conteneurs de lait en poudre et autres types de marchandises pour le compte des opérateurs nationaux, dans le cadre des importations en FOB (sans frais à bord). Sur ce point, la CNAN Nord précise qu'elle a déjà réalisé «avec succès» quatre voyages d'importations de lait en poudre pour le compte de l'Office national interprofessionnel du lait (ONIL), depuis novembre 2019 à destination des ports d'Alger et de Annaba. Concernant les informations rapportées récemment par des médias et des réseaux sociaux, selon lesquelles le navire «Saoura» aurait été saisi au port de

Gdansk pour absence de certificats, la compagnie souligne qu'il s'agit «d'informations erronées visant à discréditer les navires du pavillon national». Dans ce sens, la compagnie a pointé du doigt «des réseaux qui veulent défendre les intérêts des armateurs étrangers». «La direction de la CNAN Nord déplore la campagne acharnée de dénigrement menée par certains cercles et réseaux contre les navires et la compagnie publique arborant le pavillon national depuis qu'elle a signé le contrat de transport maritime de la poudre de lait avec l'ONIL, dans le cadre des orientations du gouvernement visant à privilégier l'importation en mode FOB des marchandises, dont la poudre de lait». Ces importations étaient auparavant assurées par des armateurs étrangers «qui ont bénéficié de ce marché important pendant des années, et qui ont tissé autour d'eux une toile d'experts internationaux et nationaux protecteurs et défenseurs de leur précieux marché en CFR, qui aujourd'hui saisissent toute occasion pour pointer du doigt les navires de la compagnie nationale», s'indigne la CNAN Nord. Selon le communiqué, le marché du transport maritime du lait en Algérie représente un chiffre d'affaires annuel de 3,5 millions de dollars uniquement pour le secteur public, déboursé par les caisses de l'Etat Algérien qui a décidé récemment de faire bénéficier l'armement national de ce marché avec un fret payable en dinars, soit une économie «substantielle» de devises pour le pays. La CNAN Nord a assuré qu'aucun retard dans le programme de livraison du lait en poudre de l'ONIL n'a été accusé depuis la signature du contrat et ce, malgré les contraintes rencontrées en raison, notamment de «l'environnement économique national difficile». La compagnie a évoqué également «des embûches causées volontairement par l'ensemble des opérateurs et sous-traitants locaux en Pologne, plus habitués et familiers avec les armateurs étrangers qui assuraient auparavant ce service». Dès le début des négociations pour la mise en place de cette nouvelle route maritime par CNAN Nord, ces opérateurs locaux «n'ont pas affiché un grand enthousiasme à la venue des navires de la compagnie nationale sur ce marché monopolisé auparavant par des grandes compagnies maritimes internationales», soutient la même source.

Pour lutter contre les accidents de la route Un plan de circulation, en cours de préparation à Alger

Le Groupement territorial de la Gendarmerie de la wilaya d'Alger s'attèle à la préparation d'un plan de circulation bien ficelé à même de contribuer à la réduction des accidents de la route, a affirmé, ce dimanche, le commandant du groupement, le lieutenant-colonel Boutara Abdelkader.

« Dans le cadre des missions de sécurisation de routes, et au vu des derniers accidents enregistrés, les unités de la gendarmerie s'attèlent à la préparation d'un plan bien ficelé en vue d'appuyer les réseaux routiers par les escadrons et brigades de sécurité routière (ESR et BSR) afin de contribuer à la réduction du nombre d'accidents », a déclaré le lieutenant-colonel Boutara lors d'une conférence de presse organisée au siège du Groupement territorial à Bab J'did. Pour ce qui est du parc automobile à Alger qui s'élève à 2 millions de véhicules, soit 26,85% du parc national, l'intervenant a affirmé que la présence permanente des ESR et BSR au niveau des différents sites et axes routiers avait contribué à « la baisse du nombre d'accidents (-84), soit près de 14% », et partant une diminution du nombre de mortalités par rapport à 2018. En 2019, les mêmes services avaient enregistré 542 accidents de route, dont 90 mortels, soit un taux de 16,60%, et 321 autres corporels (59,22%). Concernant les accidents matériels, 131 accidents ont été recensés, soit 24,16%, des indicateurs, a-t-il dit, qui restent « encourageants » pour la capitale qui accueille 30% du parc automobile national. De son côté, le chef de bureau de la sécurité routière, le commandant Ben Arab Sofiane a indiqué que le facteur humain était à

l'origine de 96,67% des accidents (450 accidents par les chauffeurs et 74 par les piétons), ajoutant que la catégorie masculine était la plus impliquée dans ces accidents avec un taux dépassant 91%. L'excès de vitesse a entraîné, selon le même responsable, 117 accidents, suivi des contraventions liées au changement de direction dangereux et sans usage de clignotant (98 cas), puis le non-respect de la distance de sécurité (73 cas) et les dépassements dangereux (37 cas). En 2019, il a été enregistré plus de 68 000 amendes forfaitaires, dont quelque 50 000 ont été réglées, à hauteur de 74,20%, soit l'équivalent de 10 939 milliards de centimes. En outre, une baisse de l'ordre de (-3162) du nombre des permis de conduire retirés suite à l'utilisation du radar a été enregistrée, et ce grâce à l'action préventive qui a été privilégiée à l'action coercitive, à la faveur de la programmation par les mêmes services de 782 campagnes de sensibilisation ayant contribué à « la réduction » d'accidents de circulation chez les motocyclistes, de l'ordre de 2,14 %. Pour couvrir le réseau routier dans le territoire de la wilaya, le commandant Ben Arab a affirmé que les unités de sécurité routière ont été renforcées par le commandement en différents équipements et moyens techniques pour la facilitation de la tâche des individus et la réduction du nombre des accidents de circulation.



Ces moyens consistent en le recours aux véhicules banalisés dotés de radars, appareils d'identification des numéros de série et des véhicules volés, alcooltests, systèmes de vidéosurveillance à travers le réseau routier, outre les patrouilles hélicoptères pour la surveillance des routes et la facilitation du trafic routier en cas d'accidents de route. Aussi, il a été procédé, en 2019, en coordination avec les autorités compétentes, à la mise

en service de 254 caméras de surveillance électronique pour les Grandes villes, lesquelles sont exploitées actuellement au niveau du centre des opérations et siège du Groupe dans le cadre des différentes investigations, ainsi que la gestion de la congestion routière dans la capitale dans le territoire de compétence de la Gendarmerie nationale.

Ali B. /Ag.

Ph : Fatch Guidoum ©

Blida Faible taux de couverture pour l'internet et la téléphonie mobile

Le taux de couverture à l'internet et à la téléphonie mobile « est faible » à Blida, soit pas plus de 40% pour chacun des deux secteurs, a-t-on dévoilé dans un rapport de la commission de la communication et des technologies de l'information présenté, ce mercredi, devant l'Assemblée populaire de la wilaya (APW). Le taux de couverture en téléphonie mobile est de 39,98%, représenté par 107 865 abonnés, contre un taux de couverture de 39,82% pour l'internet, équivalant à 107 421 abonnés », est-il précisé dans ce rapport. D'autre part, la direction d'Algérie Telecom de Blida compte près de 900 demandes pour le raccordement à ces deux réseaux « qui n'ont pas été prises en charge pour divers motifs, notamment l'absen-

ce de réseau », a-t-on signalé dans le document, déplorant le « ressentiment des citoyens à cet égard » qui considèrent que ces « prestations font partie des plus importantes exigences de la vie actuelle ». Les rédacteurs du rapport ont également abordé les « retards mis par Algérie Telecom dans la réparation des pannes enregistrées, au nombre de 403 ». Une négligence que les responsables en charge de l'Entreprise expliquent par « un manque en ressources humaines qualifiées et en moyens matériels ». Au titre des actions entreprises pour remédier à la faiblesse de couverture, la commission a fait part de l'installation, l'année dernière, de 39 équipements MSAN et 12 stations de 4^e génération (4G), portant leur nombre respective-

ment à 232 équipements MSAN et 48 stations 4G dans la wilaya. L'objectif étant le raccordement des nouveaux quartiers aux réseaux internet et de téléphonie mobile, parallèlement au désenclavement des régions éloignées. Au volet des recommandations proposées pour améliorer les prestations fournies aux citoyens, le rapport a cité l'ouverture de nouvelles agences commerciales au niveau des zones à haute densité démographique et l'exploitation d'équipements modernes de proximité, à l'instar du MSAN qui permet le raccordement du plus grand nombre possible d'agglomérations et cités, outre l'extension du réseau de fibres optiques, avec le renouvellement des vieux réseaux.

Zones enclavées de Médéa Des aides pour l'habitat rural attribuées à des familles défavorisées

Des aides pour l'habitat rural ont été attribuées à une quinzaine de familles défavorisées, issues des villages de « Ouled Hadria » et « Ouled Maârouf », dans la commune de Sidi-Ziane, à 74 km au sud-est de Médéa, a-t-on appris, ce mercredi, auprès des services de la wilaya. L'affectation de ces aides rurales fait partie d'un programme d'aide destiné à la fixation des habitants des zones enclavées et l'éradication des constructions précaires, dépourvues du moindre confort, a indiqué la même source, précisant que toutes les procédures seront facilitées à ces citoyens en vue de leur permettre de réaliser leurs nouvelles habitations, dans les meilleurs délais. D'autres aides seront

distribuées « prochainement » au profit des villageois qui habitent encore dans des constructions réalisées de fortune, assurant que des directives ont été données aux communes, ainsi qu'aux services des domaines et de l'habitat afin de recenser les familles devant bénéficier de ces aides et lever tous les obstacles susceptibles d'entraver la bonne exécution de ce programme. Ces familles, au revenu très modeste, ont été bénéficiaires, en outre, de différents types d'aides (couvertures, matelas, denrées alimentaires et des chèvres), à la faveur d'une action de solidarité chapeautée respectivement par les directions de l'action sociale et des services agricoles, a-t-on ajouté.

Boumerdès Coupure d'eau à partir d'aujourd'hui à Thenia

Une coupure d'eau interviendra à partir de ce jeudi dans la commune de Thenia à l'est de Boumerdès à cause des travaux au niveau de la conduite principale, a-t-on appris, ce mercredi, auprès de la direction de l'Algérienne des eaux (ADE) de la wilaya. Cette coupure dans l'alimentation en eau potable (AEP), d'une durée de 2 jours ou plus, suivant l'avancement des travaux, est due « à la réalisation de travaux pour le changement de l'itinéraire de la conduite principale alimentant la commune en eau », a indiqué la chargée de la communication auprès de l'ADE, Zioui Amel. Le changement d'itinéraire de la conduite principale fait suite à des dégâts occasionnés par des glissements de terrain, a-t-elle expliqué. Le glissement de sol enregistré à la cité des 250 logements du centre-ville, a impacté négativement sur l'opération d'alimentation en eau de la commune, à cause des dégâts (fissures et autres) occasionnés à la conduite principale (400 mm de diamètre), est-il souligné de même source. L'alimentation en eau potable de la commune de Thenia, qui « va enregistrer une nette amélioration après ces travaux », selon la même responsable, « sera rétablie dès le parachèvement de ce chantier », a-t-elle rassuré.

Bouira La fibre optique, un secteur en plein essor avec une couverture de 87 %

La fibre optique « est en plein essor » à Bouira grâce à de nombreux projets qui ont pu booster ce secteur depuis 2014 pour renforcer le taux de couverture ayant atteint en ce début 2020 le seuil des 87%, a-t-on indiqué dans un rapport présenté récemment par le directeur d'Algérie Télécom devant l'Assemblée populaire de wilaya. « Le taux de couverture actuel, soit au début de l'année 2020, a atteint les 87% pour la fibre optique », a précisé le directeur d'Algérie Télécom de Bouira, Abdelhalim Bouachri, dans un rapport présenté récemment devant l'Assemblée populaire de wilaya (APW), précisant que la fibre

optique est la technologie la plus performante pour transporter des données à la vitesse lumière, avec une bande passante quasi illimitée. La wilaya de Bouira a connu, durant la période allant de 2014 à la fin de l'année 2019, le renforcement de cette technologie avec la réalisation totale de 150 000 km de réseau de fibre optique, ainsi que la mise en service de 140 équipements MSAN (Multi Service access node). « L'objectif d'Algérie Télécom au niveau local est de raccorder les différentes institutions, établissements des différents services au réseau de la fibre optique afin de permettre aux différents secteurs

(écoles, hôpitaux, communes) d'être au diapason des mutations technologiques que connaît le monde », a expliqué à l'APS, Bouachri. Dans cette perspective, Algérie Télécom de Bouira a inscrit plusieurs projets pour la réalisation de 88 stations internet 4G LTE à travers plusieurs régions de la wilaya et ce, sur demande et propositions des présidents des assemblées communales (APC) afin de désenclaver et de moderniser le service public au niveau local. « Nous avons demandé aux élus locaux de nous fournir toutes les données nécessaires liées aux zones et localités -noires- non couvertes afin de travailler

d'avantage et afin de les couvrir dans le cadre des prochains projets », a indiqué le directeur d'Algérie Télécom. Les citoyens de la wilaya, notamment ceux des régions éloignées, n'ont pas nié les efforts et le progrès réalisés dans le domaine de la fibre optique à Bouira. « Le réseau de la fibre optique est sorti des villes pour arriver jusqu'à Semmache (commune d'El Adjiba). Nous sommes très contents de voir ce secteur se développer davantage pour améliorer les conditions de vie des citoyens », a avoué Amar, un habitant de la localité de Semmache.

H. H.

Mesures médicales préventives au sein de la Sûreté nationale Organisation d'un séminaire régional de formation à Annaba

Un séminaire régional de formation sur les mesures médicales préventives au sein de la Sûreté nationale a été organisé, mardi à Annaba, par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Supervisé par l'inspecteur régional de la région Est Constantine, ce séminaire a été marqué par plusieurs interventions axées sur «les normes de prise en charge de la médecine du travail dans ce corps et son rôle dans le diagnostic des maladies chroniques, outre le volet administratif pour la prise en charge des dossiers médicaux au sein de la Sûreté nationale», a indiqué un communiqué de la DGSN. La formation a été organisée au profit des chefs de centres médico-sociaux,

des médecins généralistes, des médecins coordonnateurs, des vétérinaires et des psychologues relevant de la région Est et Sud-Est. Ce genre de séminaires de formation visent à «renforcer le contact entre les spécialistes en médecine à l'effet de prendre toutes les mesures médicales et préventives nécessaires à la prise en charge qualitative et optimale de l'aspect social et sanitaire des affiliés au dispositif de la Sûreté nationale», ajoute-t-on de même source.

D. T.



El Tarf Renforcement prochain de l'alimentation en eau potable des régions de Cheffia et Sidi Belgacem

La cité de Sidi Belgacem relevant de la commune d'El Tarf et la localité rurale Essed, de la commune de Cheffia, où les travaux de réalisation de 2 réservoirs d'eau ont été lancés récemment, seront «prochainement» renforcées en matière d'alimentation en eau potable, a indiqué le directeur des ressources en eau. S'exprimant à l'occasion des travaux de la 4e session de l'assemblée populaire de la wilaya (APW) de l'exercice 2019, Abdelhamid Azza a affirmé que ces réservoirs d'une capacité de 1000 m³ concernant celui de la cité de Sidi Belgacem et de 500 m³ celui d'Essed, permettront notamment d'améliorer la fréquence de distribution de l'eau potable. Le réservoir d'eau de la localité rurale d'Essed sera mis en service au mois de juin prochain au profit de près de 600 foyers, alors que celui de Sidi Belgacem sera fonctionnel durant le mois d'octobre 2020, au profit de près de 900 âmes, a-t-il indiqué. Lors des travaux de cette session dédiée, entre autres, au débat du dossier de l'environnement, le wali d'El Tarf, Benarar Harfouche, a rappelé les

efforts consentis par l'Etat pour l'amélioration des conditions de vie des populations de cette wilaya frontalière. Il a indiqué par ailleurs qu'en matière de développement local pour l'exercice en cours, la wilaya a bénéficié d'une requalification de 16 opérations de développement pour un montant de 800 millions de dinars, en sus de divers autres projets, inscrits au titre du programme communaux de développement (PCD), pour plus de 850 millions de dinars. Il a en outre fait état de l'octroi de 450 millions de dinars du fonds national de l'eau (FNE) pour améliorer l'alimentation en eau potable et de 20 bus pour le ramassage scolaire ainsi que le rééquilibrage financier en faveur de 3 communes déficitaires. Le wali a, par ailleurs, instruit le directeur des ressources en eau de trouver, dans un délai d'un mois, une solution au problème de déversement des eaux usées de la cité Merdima à El Kala vers le Lac Oubeira. Un vibrant hommage a été, en outre, rendu à l'élus Khemis Drissi, décédé il y a une semaine.

Rencontre sur «la création de produits technologiques dans l'économie numérique» Des projets de start-up exposés à Annaba

Plusieurs projets en relation avec la technologie numérique ont été exposés mardi à Annaba, et débattus lors d'une rencontre sur le thème de «la création de produits technologiques dans l'économie numérique», organisée par la Chambre de commerce et d'industrie Seybouse et la plateforme américaine Product Hunt. Cette rencontre visant à encourager l'émergence d'entreprises innovantes dans le domaine de la technologie, a enregistré la participation de 8 start-up venues de plusieurs wilayas du pays mais également de

Tunisie. Les participants à cette rencontre ont à cette occasion pu écouter les témoignages de jeunes entrepreneurs porteurs de projets innovants et de créations technologiques, notamment dans le domaine du recyclage, la scolarité en ligne, le paiement électronique, la billetterie sécurisée, des comparateurs de prix en ligne et la livraison de repas à domicile. Les projets présentés au cours de cette rencontre seront répertoriés sur le site «Product Hunt» qui permet aux utilisateurs de partager et de découvrir de nouveaux pro-

duits dans le domaine de la technologie numérique. Cet événement a également permis à des universitaires et adhérents au club scientifique du département des sciences de l'ingénieur de l'université Badji Mokhtar d'Annaba de s'informer au sujet des mécanismes mis en place par les autorités publiques pour encourager l'économie numérique en plus des dispositifs d'aide à l'emploi comme l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) et la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC).

Agriculture Commercialisation prochaine des premières bananes produites sous serres à Jijel

Les premières quantités de bananes produites sous serres multi-chapelles dans la wilaya de Jijel seront «bientôt» commercialisées sur les marchés, a annoncé, ce mercredi, le président de la Chambre de l'agriculture, Toufik Bekka. «La reprise de cette activité dans la wilaya est le fait d'un groupe de jeunes bénéficiaires des dispositifs de l'ANSEJ et de la CNAC, a indiqué à l'APS ce responsable, en marge d'une rencontre au centre culturel islamique Ahmed Hamani sur «Les techniques de culture de la banane sous serres multi-chapelles», précisant que la commercialisation des bananes produites débutera vers «la fin du printemps». Cette rencontre a regroupé les entreprises spécialisées dans la fabrication des serres multi-chapelles, les différents dispositifs d'aide à l'emploi de jeunes, les banques publiques et les agriculteurs intéressés par la culture de la banane, a ajouté la même source. Bekka a souligné, par ailleurs, que les serres

multi-chapelles, d'une hauteur de six mètres, «permettent d'exploiter de manière intensive des parcelles pas très vastes et d'obtenir des rendements plus grands», indiquant que 1000 arbustes peuvent être plantés sous chaque serre avec un rendement de 60 à 100 kg/arbre soit, 100 tonnes/serre. Selon Mustapha Maazouzi, propriétaire d'une exploitation agricole produisant les plants de bananiers à Tipasa, «l'exploitation des serres multi-chapelles permet de reconstituer artificiellement le climat tropical favorable au bananier et Jijel peut ainsi relancer cette culture qui était très répandue durant les années 1980 dans la wilaya, avant de régresser durant les années 1990 à cause des conditions sécuritaires». La rencontre a permis aux participants de soulever diverses questions liées à cette culture et les perspectives de son développement.

M. E-H. /Ag.

Skikda Production de plus de 198 000 quintaux de pomme de terre d'arrière-saison

Une production de 198 500 quintaux de pomme de terre d'arrière-saison a été réalisée au cours de la saison 2019-2020 dans la wilaya de Skikda, apprend-on mercredi auprès du chargé de communication de la Direction des services agricoles (DSA), Rabah Messikh. Cette récolte d'un rendement moyen de 200 q /ha été obtenue sur 992,5 ha plantés entre août et septembre dans les communes des daïras d'El Harrouch et Benazzouz, a précisé le même responsable. «Cette production a été favorisée par des conditions climatiques favorables et l'accroissement de la surface réservée à la culture de ce tubercule qui est passée de 750 ha en 2017/2018 à plus de 992 ha actuellement», a ajouté Messikh, soulignant que cette production abondante permet de répondre à la demande du marché local et à réguler le prix de la pomme de terre. La quantité des semences de pomme de terre dans cette production a atteint 28 270 qx récoltés sur une superficie de 128,5 ha, a indiqué la même source.

Souk Ahras Saisie d'œuvres d'art en cuivre et des pièces de monnaie ancienne

Les éléments de la 8e sûreté urbaine de Souk Ahras ont saisi plusieurs vases en cuivre portant des inscriptions latines et des pièces de monnaie frappées à l'effigie de personnages historiques, a-t-on appris mercredi du responsable de la cellule de communication de la sûreté de la wilaya, le commissaire de police, Mohamed Karim Merdassi. «Les objets saisis ont fait l'objet d'une tentative de contrebande en direction d'un pays voisin à travers la bande frontalière», a précisé la même source qui a expliqué que cette opération a également donné lieu à l'arrestation d'un quinquagénaire. Agissant sur la base d'informations parvenues à la police, les éléments de la 8e sûreté urbaine de Souk Ahras ont mis en place une souricière pour appréhender le principal suspect dans l'un des quartiers de la ville, a expliqué le même commissaire de police. La fouille de son véhicule a ainsi permis aux policiers de découvrir de vieux vases en cuivre portant des inscriptions latines et des pièces de monnaie frappées à l'effigie de personnages historiques, a-t-il ajouté. Présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Souk Ahras, le mis en cause a été placé sous contrôle judiciaire pour «vente et dissimulation d'œuvres d'art protégées par la loi», a conclu la même source.

M. El Hadi

Mostaganem

Plus de 12 000 hectares destinés à la culture de la pomme de terre

Pas moins de 12 000 hectares sont réservés pour la campagne de plantation de la pomme de terre de saison au titre de la campagne agricole 2019-2020 dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris, ce mercredi, auprès de la Direction des services agricoles.

La cheffe de service de l'organisation de la production et l'appui technique, Aouicha Bouras, a souligné à ce titre que «la campagne de labours et plantation de pomme de terre de saison, lancée fin novembre, a porté à ce jour sur 10 320 hectares sur un total de 12 450 ha de terres agricoles réservés à ce produit, soit un taux d'avancement de 82%».

Environ 10 000 ha de pomme de terre de saison et 320 autres pour la semence de pomme de terre ont été plantés à travers la wilaya, notamment sur les plaines de Sirat, Bouguirat, Khirredine, Aïn Tédèles et Aïn Nouissy.

La production de cette saison devra atteindre 4,4 millions de quintaux répartis entre 4,3 millions de qx de pomme de terre de consommation avec un rendement de 360 q/ha et 100 000 qx de semences de pomme de terre avec un rendement de 220 q/ha.

S'agissant de la récolte de la pomme de terre hors saison, la responsable a indiqué que la production de cette campagne approche le million de quintaux (914 250 q), soit un rendement de 250 q/ha et pour un prix commercialisé chez l'agriculture de 23 à 25 DA.

La récolte, réalisée en retard, a été commercialisée par les producteurs sans pertes, alors que les quantités restantes ont été transférées vers les chambres froides pour les stocker, permettant une stabilité des prix dans les marchés, sur le plan local et régional. La production de pomme de terre dans la wilaya de Mostaganem, qui occupe une place de choix au plan national dans cette filière agricole, a connu une stabilité ces 2 saisons à hauteur de 5,3 millions quintaux à la faveur des 3 campagnes de pomme de terre de saison, précoce et d'arrière saison.

Lehouari K. /Ag.



Université d'Oran-1

Lancement d'une nouvelle licence professionnalisante en «agriculture de précision»



Un nouveau parcours professionnalisant débouchant sur une licence en «agriculture de précision» est en élaboration à l'Université d'Oran-1 Ahmed-Ben Bella, a annoncé, ce mercredi, le vice-recteur de cet établissement, le Pr Smaïn Balaska. Lors d'une journée scientifique dédiée à l'agriculture intelligente (smart farming), Balaska a indiqué que la nouvelle offre de formation sera proposée aux bacheliers dès la prochaine rentrée universitaire 2020-2021, expliquant que le cursus à venir sera notamment axé sur l'utilisation des systèmes d'information géographique (SIG). «Le recours aux SIG a pour but de recueillir et traiter toutes les données qui ont une influence sur

la production, dont celles relatives à la météorologie et à la qualité des sols, à l'effet d'optimiser le rendement des exploitations agricoles», a souligné le Pr Balaska. La création de la licence en agriculture de précision intervient, a-t-il signalé, dans le cadre du programme international de coopération universitaire «Erasmus +» consacré au renforcement des capacités des établissements d'enseignement supérieur. L'Université d'Oran-1 figure parmi les cinq établissements algériens partenaires de ce programme, les quatre autres étant l'Ecole nationale supérieure agronomique d'Alger (ENSA) et les Universités de Mostaganem, Tiaret et Sidi Bel-Abbès.

La rencontre scientifique sur l'agriculture intelligente a réuni de nombreux enseignants-chercheurs venus de différentes universités du pays et de l'étranger dans le but de «promouvoir l'émergence d'idées innovantes», a fait valoir le co-président du comité d'organisation, le Pr Abdelkader Bekki. «La fragilité des ressources naturelles impose d'adopter de nouvelles méthodes qui prennent en compte des paramètres scientifiques et techniques permettant de rentabiliser les surfaces cultivées tout en préservant l'environnement et l'équilibre des écosystèmes», a soutenu le Pr Bekki. Cette rencontre est organisée par deux Laboratoires de recherche de l'Université d'Oran-1 spécialisés dans la Biotechnologie des rhizobiums et amélioration des plantes (LBRAP) et les Architectures parallèles, embarquées et du calcul intensif (LAPECI), avec le soutien de la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DG-RSDT).

Chlef

Recensement de plus de 1100 oiseaux migrateurs au niveau des zones humides

L'opération de dénombrement des oiseaux d'eau migrateurs réalisée les 14 et 15 du mois en cours par des équipes de la Conservation des forêts de Chlef au niveau des zones humides de la wilaya a donné lieu au recensement de plus de 1100 oiseaux hivernants, a-t-on appris, ce mercredi, auprès des services de cette Direction. «Le recensement annuel des oiseaux d'eau migrateurs, lancé par les équipes conjointes de la Conservation des forêts, du Centre cynégétique de Zeralda (Alger) et de la Fédération des chasseurs de la wilaya, a donné lieu au dénombrement de 1139 oiseaux migrateurs», a indiqué le chargé de la communication à la Conservation des forêts, Mohamed Boughalia. «Les oiseaux migrateurs dénombrés proviennent de 22 espèces, dont deux nouvelles races de canards, outre le grèbe castagneux (ou merle d'eau), la mouette, le héron et la poule d'eau», a-t-il détaillé. «En 2019, la wilaya de Chlef avait accueilli 336 oiseaux hivernants, relevant de 15 espèces, au niveau de ses différentes zones humides», a souligné Boughalia, imputant la «hausse notable des oiseaux migrateurs traversant la wilaya, durant cette année (1139) à des conditions climatiques et écologiques favorables», a-t-il estimé. Il a signalé la programmation d'une autre opération de recensement, durant la période s'étalant du 15 mai au 15 juillet prochains, pour le dénombrement des oiseaux d'eau nicheurs au niveau des zones humides. Cette opération de recensement hivernal a englobé le barrage Sidi Yakoub, dans la commune d'Ouled Ben Abdelkader (18 km à l'Ouest de Chlef), le barrage d'Oued Fodda (20 km à l'Est) et la zone humide de Beni Rached (35 km à l'Est), outre l'Oued Allala à Ténés (56 km au nord), Oued Taghzoult, la zone humide de Kaloul dans la commune d'Abou Lhassane (52 km au nord) et Hadjeret Nadji, à El Marsa (86 km au Nord-ouest).

L. K.

Commémoration du 63^e anniversaire de cette grève historique Un événement incontournable à Tissemsilt

La grève historique des huit jours déclenchée par les commerçants du 28 janvier au 4 février 1957, a été un tournant décisif dans l'histoire de la Guerre de Libération nationale, a déclaré, ce mercredi, à Tissemsilt le chercheur en histoire de la Révolution algérienne, Mohamed Adjed. «Cet événement historique a constitué une étape importante dans l'histoire de la guerre de libération nationale contribuant à l'introduction de la cause algérienne à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations unies en Février 1957, non-obstant son caractère symbolisant l'attachement à la glorieuse Révolution de Novembre», a souligné Mohamed Adjed dans sa conférence qu'il a animée à l'occasion de la commémoration du 63^e anniversaire de cette grève historique.

«Par cette grève, le commerçant algérien a exprimé son attachement à la patrie et aux principes de la glorieuse Révolution supportant toutes les pressions, les intimidations et les sévices du colonisateur français», a affirmé le conférencier. La commémoration de cet anniversaire historique a donné lieu à des expositions, organisées à l'initiative du musée de wilaya du moudjahid en coordination avec la maison de la culture Mouloud-Kacim-Nait Belkacem, comportant des photos, des affiches et des ouvrages abordant les étapes de préparation et de planification de cette grève répondant à l'appel du Front de libération nationale (FLN).

En marge des festivités de trois jours, un documentaire sur la grève des huit jours a été projeté, en plus du lancement d'un concours du meilleur exposé traitant de ce haut fait historique.

Lors de la cérémonie de l'installation du nouveau wali d'Adrar «La prise en charge des préoccupations du citoyen, une priorité à court terme» insiste le ministre de l'intérieur

La prise en charge des préoccupations du citoyen constitue «une priorité dans le court terme», a affirmé, ce mercredi à Adrar, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud.

S'exprimant lors de la cérémonie d'installation du nouveau wali d'Adrar, Bahloul Larbi, dans le cadre du mouvement partiel dans le corps des wali décidé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre a indiqué que «l'écoute du citoyen et la prise en charge de ses préoccupations dans tous les domaines constituaient une priorité dans le court terme», rassurant, à ce titre, sur la disponibilité des moyens pour cela. «Il appartient, à moyen terme, d'arrêter un programme englobant les actions prioritaires de développement, à l'instar de l'emploi, la PME et les routes», a relevé Beldjoud, tout en soulignant la détermination des autres autorités du pays à accompagner les efforts de développement et en insistant sur l'impérative «présence sur le terrain à même de permettre une amélioration des choses». Il a révélé, dans ce cadre, que le programme du Gouvernement, devant être adopté dans les prochains jours, sera ponctué de sorties sur le terrain des ministres afin de s'enquérir des différentes préoccupations du citoyen et de leur apporter les solutions appropriées. Le ministre a appelé, à ce propos, les présidents des assemblées populaires communales, les chefs de daïra et les walis délégués à travers le pays à «prendre en charge les différentes attentes du citoyen liées à son cadre de vie et ce, comme une responsabilité qui incombe à tous». Beldjoud a, par ailleurs,

mis en exergue la quiétude dans laquelle vit le pays, grâce aux efforts consentis par l'Armée nationale populaire et les différents corps sécuritaires, ayant contribué au retour en force de l'Algérie sur la scène internationale. Revenant au mouvement partiel décidé opéré par le Président de la République dans le corps des walis, le ministre a expliqué qu'il s'insère dans le cadre des changements qu'il entend entreprendre dans les différents domaines, en application des engagements contenus dans son programme. Le peuple algérien est entré aujourd'hui dans l'étape de l'Algérie nouvelle ou prévaudra l'équité, la justice sociale, la prospérité et le développement dans tous les domaines, a-t-il ajouté. Beldjoud a, à ce titre, mis en avant l'importance de la responsabilité incombant au nouveau wali qui, a-t-il dit, a gagné la confiance du président de la République dans ces circonstances, et dont il faudra tenir compte, avant de souligner sa grande expérience acquise à différents postes de responsabilité et d'appeler l'ensemble des acteurs locaux à l'aider dans sa mission. Pour sa part, Bahloul Larbi s'est engagé à ne ménager aucun effort pour être à la hauteur de la confiance placée en lui par les pouvoirs publics, et œuvrer au développement de cette wilaya et à la prise en charge des attentes de ses habitants, dans l'équité et la transparence. Evoquant ses particularités, son histoire et ses potentialités



Ph : L'Echo d'Algérie ©

diverses, aux plans agricole, touristique et industriel, il a estimé que la wilaya d'Adrar dispose des atouts pour un essor économique, avec la fédération des efforts de tous, tout en assurant d'un suivi des programmes de développement et de la levée des éventuelles contraintes et difficultés.

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire n'a pas manqué lors de cette cérémonie de saluer le wali sortant, Hamou Bakkouche, pour les efforts qu'il avait consenti en faveur de cette wilaya.

A. S.

Naâma

Baisse du nombre d'accidents de la circulation en 2019



La wilaya de Naâma a enregistré durant l'année 2019 une légère baisse du nombre d'accidents de la circulation par rapport à 2018, selon un bilan du groupement territorial de la Gendarmerie nationale. Les routes de la wilaya ont connu 34 accidents de la circulation, ayant fait 18 morts et 54 blessés, contre 38 accidents de la circulation enregistrés en 2018, ayant fait 20 morts et 70 blessés, a-t-on ajouté. «L'élément humain reste l'une des principales causes d'accidents de la circulation enregistrés au cours de l'année 2018 avec un taux de 88,23%, dus notamment aux excès de la vitesse, au défaut de précaution et de la prudence, ainsi qu'au manque d'attention des piétons. L'état des véhicules représente 5,88% des causes de ces accidents», a-t-on précisé. Le plus grand nombre de décès a été signalé lors de la saison estivale (juin, juillet et août), en

dépit des efforts déployés durant cette période, à savoir le lancement de campagnes de prévention et de sensibilisation au profit des usagers de la route, l'intensification des points de contrôle et des patrouilles de la Gendarmerie nationale au niveau des différents axes routiers, révèle le bilan. «Les campagnes de sensibilisation sur les accidents de la circulation et leurs résultats tragiques au cours de l'année écoulée ont porté sur 2.289 sorties sur le terrain, ciblant ainsi les automobilistes et les piétons à travers le réseau routier ainsi que les élèves des établissements scolaires» a-t-on indiqué. A noter que le parc automobile dans la wilaya de Naâma a connu une augmentation de 24,08% en 2019 par rapport à l'année précédente avec un nombre total de 73 419 véhicules.

Hadj M.

Tindouf

La CCLS reprend la vente de l'aliment de bétail aux éleveurs

La vente des aliments de bétail aux éleveurs de la wilaya de Tindouf vient de reprendre au niveau de l'unité locale de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) après une interruption pour des raisons techniques, a-t-on appris, ce mercredi, auprès de la Direction des services agricoles (DSA). L'opération de vente s'effectue suivant un calendrier établi par les services concernés, après l'assainissement des listes des éleveurs bénéficiaires, conviés au début de cette année à mettre à jour leurs dossiers d'approvisionnement, a expliqué le DSA, Laïd Bouazza.

La vente porte sur l'approvisionnement des éleveurs de la région en orge à un prix soutenu par

l'Etat. De nombreux éleveurs ont salué cette reprise d'approvisionnement après une rupture temporaire ayant influé négativement sur l'élevage, en l'absence d'aires de pacage et en raison du phénomène de sécheresse qui sévit dans cette wilaya éloignée des centres d'approvisionnement en la matière. Près de 1490 éleveurs, dont 843 chameliers et 647 éleveurs d'ovins, sont recensés par la direction régionale de la CCLS, dont le siège est à Béchar. Ouverte en aout 2019, l'unité de Tindouf de la CCLS a mis à la disposition des éleveurs locaux durant cette période une quantité globale de 15 870 quintaux d'orge, selon les données de cette unité.

K. F/Ag.

Laghouat

Le P/APC de Hadji-Mechri relevé de ses fonctions

Le Président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) de Hadji-Mechri, Ahmed Mustapha, a été démis de ses fonctions, pour faire l'objet de poursuites judiciaires, a-t-on appris mercredi des services de la daïra de Brida (wilaya de Laghouat). Cette mesure a été prise appliquée en vertu d'une correspondance émanant du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, et sur ordonnance du wali de Laghouat, Abdelkader Bradai. La procédure, intervenant en application de l'article 43 du code communal portant suspension du P/APC pour poursuites judiciaires, a été prise à l'encontre de cet édile poursuivi pour abus de fonction, octroi d'indus avantages lors de précédent mandat, a expliqué à l'APS le chef de la daïra de Brida, Issam Baïya. Selon le même responsable, la poursuite judiciaire de P/APC en question n'est pas l'unique motivation de son limogeage, mais que des rapports administratifs sur le développement dans la collectivité de Hadji-Mechri ont montré, par ailleurs, que le processus «n'est pas à la hauteur des attentes de la population locale». En application de l'article 72 du code communal, les membres de l'APC seront convoqués pour une session extraordinaire, en vue de désigner un nouveau P/APC chargé d'assurer le fonctionnement normal des services de la commune.

L'iPhone 11 est le grand vainqueur des ventes du dernier trimestre 2019



En ce début d'année, c'est notamment l'heure de découvrir certains chiffres de vente des géants de la tech. On s'attendait encore à une grosse performance de la part d'Apple. Les chiffres ne mentent pas. Il y a un appareil qui sort du lot parmi les iPhone, il y a quelques semaines, un rapport suggérait que l'iPhone 11 d'Apple se vendait bien mieux que les variantes Pro dans cette gamme 2019. Il semblerait aujourd'hui que ce rapport ait vu juste parce que, selon les propres mots du PDG de la firme de Cupertino, Tim Cook, l'iPhone 11 est effectivement le smartphone qui s'est le mieux vendu durant le dernier trimestre de l'année qui vient de s'écouler. Mieux encore, il était en tête des ventes d'iPhone chaque semaine durant le mois de Décembre. Bien que Tim Cook n'ait pas fourni de chiffres précis concernant les ventes d'iPhone 11 réalisées par Apple durant cette période, ces déclarations ne sont pas franchement surprenantes. Tout simplement parce que Apple s'est retrouvée dans la même

situation avec son iPhone XR. Ce modèle s'était mieux vendu que les iPhone XS et XS Max bien plus onéreux. Pour celles et ceux qui ne le sauraient pas, l'iPhone 11 vient succéder à l'iPhone XR de 2018. Celui-ci utilise toujours un écran LCD mais est désormais doté d'un module double caméra -contre un capteur unique sur le XR-, ce qui le place tout à côté des iPhone XS et XS Max de 2018, mais avec un tarif d'entrée légèrement plus abordable. S'il fallait imaginer une tendance pour l'année à venir, nous dirions sans trop prendre de risque que la marque à la pomme devrait poursuivre dans cette voie. En effet, plusieurs rumeurs suggèrent déjà qu'Apple se préparerait à lancer un iPhone plus abordable encore, un modèle que l'on connaît aujourd'hui sous le nom d'iPhone SE 2. Celui-ci serait même considérablement moins cher, tout en proposant des performances similaires à l'iPhone 8. Voilà qui pourrait permettre de venir toucher un public bien différent, celui des amateurs du milieu de gamme.

Amazon Ring : l'application suspectée de contenir des traqueurs

L'EFF révèle que la sonnette et caméra connectée ne permet pas que de surveiller son voisinage : l'entreprise l'utilise également pour surveiller ses utilisateurs. Amazon Ring est un projet qui a prit des dimensions exponentielles pour la boîte de Jeff Bezos. Rachetée en 2015, l'entreprise propose un modèle de caméra filaire pour l'intérieur et un combo caméra/sonnette sans fil pour l'extérieur. Amazon a noué plus de 700 partenariats avec différentes polices locales tout autour des États-Unis (500 de plus qu'en avril), s'acoquinant avec les mêmes forces de l'ordre pour les inciter à adopter son système en leur organisant des fêtes, distribuant des goodies gratuits en échange de leur soutien au produit, et allant jusqu'à faire valider chacune des prises de paroles à son sujet. Le réseau des caméras Ring s'étend aujourd'hui sur l'ensemble du territoire

américain, avec 440 000 installations, mais l'appareil fait régulièrement les actualités. On apprenait en fin d'année dernière que l'appareil communique les mots de passe du réseau Wi-Fi en clair lorsqu'il s'il connecte à la box Internet, et Amazon a du faire face à des employés peu scrupuleux qui espionnaient les utilisateurs des caméras de sécurité. Aujourd'hui, une nouvelle affaire touchant à la surveillance a été révélé par l'EFF. Organisation non gouvernementale à but non lucratif, l'Electronic Frontier Foundation a pour objectif la défense des droits civils sur Internet. Elle a déjà pincé Amazon pour l'entrave aux libertés civiles que suppose son réseau de caméras connectées, mais c'est désormais l'application qui est désormais scrutée en détail. Selon l'EFF, est elle truffée de traqueurs. L'application Android est dotée de

pléthore d'informations d'identification personnelle (PII) telles que les noms, adresses IP et adresses email, FAI et données de capteurs des appareils mobiles à quatre sociétés d'analyse et de marketing. Le danger, rappelle l'EFF, est que l'envoi de petits bouts d'information permet de constituer une empreinte numérique unique de l'appareil de l'utilisateur. Les firmes concernées sont branch.io, mixpanel.com, appsflyer.com et facebook.com. Le cœur du problème, selon l'EFF, est que «Ring prétend donner la priorité à la sécurité et à la confidentialité de ses clients» mais que cette impression est trompeuse. L'application récolte de nombreuses informations, les partages, mais n'en fait mention nulle part, mettant en risque les données privées de l'utilisateur, et les entreprises tierces n'ayant pas à rendre de compte.



Facebook déploie un outil permettant de limiter le partage des données



Le réseau social propose désormais un outil facilitant le contrôle des informations partagées avec les sites tiers. Hier à l'occasion de la Journée européenne de la protection des données, Facebook a dévoilé un outil permettant à ses milliards d'utilisateurs d'avoir un plus grand contrôle sur les données que partage le réseau social avec des sites tiers. Intitulé «Activité en dehors de Facebook», il est présenté par Mark Zuckerberg en

personne sur le site officiel. L'outil permet d'avoir un résumé des données collectées sur l'utilisateur et qui sont transmises aux partenaires du site pour afficher des «publicités pertinentes», quand bien même celles-ci ne sont pas désirées par les membres du réseau social. Zuckerberg n'y va pas de main morte en affirmant dans le communiqué que l'un des principaux objectifs pour la prochaine décennie «est de

renforcer considérablement la protection de la vie privée de tous les utilisateurs de Facebook», un message qui tente de rassurer après les scandales de fuites de données, notamment Cambridge Analytica. Outre l'outil dévoilé hier, un autre déployé prochainement encouragera les utilisateurs à revoir leurs paramètres de confidentialité grâce à l'Assistance confidentialité. La grande nouveauté de l'outil «Activité en dehors de Facebook» est de pouvoir déconnecter les informations personnelles du compte utilisateur, ce qui marque selon le PDG. «Un nouveau niveau de transparence et de contrôle», sur lequel les équipes travaillent depuis longtemps.

Et pour plus de contrôle

Plus tôt dans le mois, le réseau social a lancé Facebook Login qui permet «d'accéder à des applications et services, comme des services vidéos et des boutiques en ligne, en utilisant votre compte Facebook». Dès lors que Facebook Login est utilisé pour interagir avec des applications tierces, l'utilisateur est alerté, ce qui permet d'avoir selon Mark Zuckerberg un contrôle plus fin sur les informations partagées.

Nintendo atteint le milliard de dollars dans le mobile

Les jeux mobiles de Nintendo ont généré plus d'un milliard de dollars de revenus grâce aux dépenses des joueurs sur l'App Store et Google Play. La majorité provient des recettes de Fire Emblem Heroes (656 millions de dollars, soit 61%). Pour le reste, on



retrouve Animal Crossing : Pocket Camp avec 131 millions de dollars (12%), Dragalia Lost (toujours non daté en Europe) avec 123 millions \$ (11%), Mario Kart Tour avec 86 millions \$ (8%), Super Mario Run avec 76 millions \$ (7%) et enfin Dr Mario World avec seulement 4,8 millions \$ (1%). La firme de Kyoto excelle principalement au Japon, où les 581 millions de dollars qu'elle a gagnés représentent 54% de ses recettes totales de jeux pour les mobiles. Les États-Unis arrivent en deuxième position avec 316 millions de dollars, soit 29%. Cette répartition se retrouve dans tous ses jeux pour mobiles, à l'exception de Mario Kart Tour et de Super Mario Run, dont les dépenses sont davantage orientées vers les États-Unis. Super Mario Run est le leader incontesté avec 244 millions de téléchargements, soit 54% des 452 millions de téléchargements de jeux mobiles de l'éditeur, tandis que les 147 millions d'installations de Mario Kart Tour représentent 32%. Fire Emblem Heroes, le titre de Nintendo le plus rentable, n'a représenté que 4% du total. Avec le succès de FEH, Nintendo semble avoir compris que le modèle économique des «gacha games» était très rentable. Il n'est pas impossible que cette piste soit explorée de plus en plus dans l'avenir. A noter que les abonnements à Mario Kart Tour et Animal Crossing : Pocket Camp n'ont pas encore réussi à reproduire la même ampleur.

Des chercheurs de Hong Kong auraient conçu un vaccin contre le coronavirus



Les maladies peuvent être extrêmement résistantes. Certaines résistent d'ailleurs à l'homme depuis la nuit des temps, comme le cancer. Aujourd'hui, le monde commence à lutter contre le coronavirus mais il se pourrait que des chercheurs aient conçu un vaccin. Quand vous êtes malade, que vous avez un peu de fièvre, mal à la gorge au ventre ou autre, vous allez consulter, vous récupérer des médicaments et vous vous sentez assez rapidement mieux. Malheureusement, comme vous le savez certainement, certaines maladies ne se soignent pas. C'est l'une des raisons pour lesquelles le nouveau coronavirus qui vient de Chine est mortel. Il ne semble actuellement pas y avoir de remède. Selon un récent rapport cependant, des chercheurs de Hong Kong auraient développé un vaccin. Si l'on en croit le Professeur Yuen Kwok-yung, expert en maladies infectieuses de l'Université de Hong Kong, son équipe serait parvenue à mettre au point un vaccin contre ce virus. Si l'information est avérée, ce serait évidemment une très bonne nouvelle. Mais Yuen Kwok-yung reste prudent : il pourrait falloir attendre encore très longtemps avant que celui-ci puisse être distribué au grand public et surtout à celles et ceux qui sont infectés. Comme avec tout médicament, la

phase de test est très longue et complexe. Cela passe d'abord par des tests sur des animaux avant les premiers tests sur l'homme.

Mais il lui faut encore passer tous les tests nécessaires

Toujours selon les dires de cet expert, il faudra probablement quelques mois pour finaliser les tests sur les animaux avant de passer aux tests sur l'homme, pas avant une année, très probablement. Le vaccin serait basé sur un vaccin contre la grippe en spray nasal, vaccin qui avait été développé précédemment par la même équipe du Professeur Yuen Kwok-yung. Ce nouveau vaccin diffère de ce dernier, il intègre une partie des antigènes de surface du coronavirus ce qui devrait, en théorie, non seulement prévenir l'infection par ce nouveau coronavirus mais aussi par les virus de la grippe. Selon l'expert : « nous avons déjà produit le vaccin mais il faudra longtemps pour le tester sur les animaux. Si le vaccin s'avère être efficace et sûr sur un certain nombre d'espèces animales, les tests cliniques pourront démarrer sur les humains. Cela prendra au minimum une année. »

Manger des noix pourrait aider à freiner le déclin cognitif chez les personnes à risque

Manger des noix pourrait être bon pour freiner le déclin cognitif, pour les personnes considérées comme étant à risque. La consommation de noix est déjà liée à une diminution des risques de maladies cardiovasculaires, et une réduction du cholestérol. Cette nouvelle étude a été menée par des chercheurs aux Etats-Unis et en Espagne, qui ont découvert que les noix aident à contrer le stress oxydatif, et les inflammations, grâce à sa riche teneur en oméga-3. L'équipe a séparé plus de 600 personnes

âgées à Loma Linda, en Californie, et Barcelone, en Espagne, entre deux groupes, et les ont suivis deux ans durant. L'un des groupes incorporait des noix dans son régime quotidien, tandis que l'autre s'abstenait d'en manger. Les chercheurs ont ainsi découvert que la consommation de noix avait peu d'effet sur les fonctions cognitives des adultes en bonne santé, mais avaient un gros impact sur les fumeurs, où ceux considérés comme à risque. La professeure Joan Sabate, de la Loma University School of Public Health, explique que

l'étude était la plus grosse de son genre, et qu'ils espèrent pouvoir enquêter plus en avant à la lumière de ces découvertes. « Même si c'est un petit résultat, il pourrait mener à de plus importantes découvertes, pour une étude menée sur de plus grandes périodes d'enquête. Il faut plus d'études pour définitivement prouver nos découvertes, surtout pour les populations désavantagées, qui ont le plus à gagner en incorporant différents types de noix dans leur régime », explique-t-elle.



L'effet contradictoire du régime cétogène révélé par la science



Le régime cétogène, qui poursuit sa marche triomphale à travers le monde, ne fait effet qu'à court terme et un impact négatif commence à se manifester après environ une semaine, ont fait savoir des chercheurs américains. Les résultats d'une nouvelle étude réalisée par des chercheurs de l'université de Yale et publiée dans la revue *Nature Metabolism* révèlent que le régime cétogène, qui fournit 99% de calories grâce aux graisses et seulement 1% par le biais d'hydrates de carbone, n'a des effets salutaires que pendant un certain temps. Les scientifiques ont réalisé une expérience sur des souris et découvert que ce régime était bénéfique pour la santé, mais uniquement sur une courte période. Au bout d'une semaine, son impact devenait négatif. Ces résultats, aussi bien positifs que négatifs, sont associés aux lymphocytes T gamma delta, cellules immunitaires qui

protègent les tissus, qui réduisent l'inflammation et font baisser le risque de développer un diabète. « Un régime cétogène incite le corps à brûler les graisses. Lorsque le taux de glucose dans le corps chute à la suite d'un régime à faible teneur en glucides, le corps agit comme s'il devait faire face à la faim, bien que ce ne soit pas le cas, et commence à brûler des graisses au lieu des hydrates de carbone. Cela entraîne la formation de corps cétoniques qui présentent une source alternative de carburant », explique Vishwa Deep Dixit, de l'École de médecine de Yale, qui a dirigé l'étude. Lorsque le corps brûle ces corps cétoniques, les lymphocytes T gamma delta protecteurs des tissus sont diffusés dans tout l'organisme ce qui, selon les expériences menées sur les souris, améliore le métabolisme et réduit le risque de diabète. Après plus d'une semaine, les souris

commençaient à consommer plus de graisses qu'elles n'en brûlaient, entraînant ainsi le stockage de celles-ci. « Leurs lymphocytes T gamma delta protectrices se perdaient dans la graisse », indique Vishwa Deep Dixit. « Les résultats de notre étude mettent en évidence l'interaction entre le métabolisme et le système immunitaire et montrent comment ce dernier coordonne le maintien des fonctions des tissus sains », constate un des coauteurs de l'étude. Les chercheurs comprennent désormais mieux les mécanismes de fonctionnement des organes lors du régime cétogène et pourquoi il produit des effets salutaires pendant un temps limité.

Ce régime alimentaire est l'un des pires, menaçant même votre santé

« Avant qu'un tel régime puisse être prescrit, il importe de réaliser un grand test clinique en conditions contrôlées afin de comprendre le mécanisme des avantages métaboliques et immunologiques, ainsi que l'éventuel mal qu'il pourrait faire aux personnes en surpoids et prédiabétiques », prévient Vishwa Deep Dixit. Toutefois, le fait que le régime cétogène puisse être suivi de temps à autre, sur des courtes périodes, est une bonne nouvelle, souligne-t-il.

Les solutions douces pour lutter contre les aphtes

Ce petit ulcère superficiel de la muqueuse (gencives, intérieur des joues, langue...) provoque une douleur au toucher. Sans traitement, il disparaît naturellement en une dizaine de jours. Si les aphtes s'installent de manière chronique, mieux vaut consulter : ils peuvent être le symptôme d'une pathologie. Les aphtes peuvent avoir pour origine une sensibilité particulière à certains aliments : café, œufs, chocolat, noix, gruyère, denrées très acides... Surveillez également deux agents de conservation, l'acide benzoïque et le cinnamaldéhyde, suspectés d'être des facteurs de déclenchement. Les plaies peuvent également être le signe d'un problème d'acidité. Ou faire partie des effets secondaires de la chimiothérapie. Suivant sa sensibilité et la localisation de l'aphte, il existe plusieurs possibilités. Un peu douloureuse mais efficace : l'huile essentielle de laurier noble, connue pour ses propriétés antidouleur et cicatrisantes. Déposez une goutte sur le bout du doigt ou sur un Coton-Tige et massez la plaie trois fois par jour. L'huile essentielle de tea tree (arbre à thé), pilier de l'aromathérapie, est également adaptée. Un bain de bouche avec une tisane de bistorte, une plante médicinale qui calme la douleur et renforce les gencives, peut aussi vous soulager. Enfin, les spécialistes préconisent de mâcher longuement quelques feuilles de basilic bio, comme du chewing-gum. Le suc de cet aromate est apaisant (certains aphtes sont liés au stress), améliore la digestion (d'autres sont d'origine digestive) et contient des substances antiseptiques.



Album de bande dessinée «Raygor, un super-héros à Alger»

Un album de bande dessinée retraçant le parcours algérois de l'officier polonais de renseignement militaire, Mieczyslaw Slowikowski, espion en chef des forces alliées en Afrique du Nord pendant la Second Guerre mondiale, a été édité récemment par le dessinateur Si-Saber Mahrez sous le titre «Raygor, un super-héros à Alger».

Publié aux éditions Dalimen», cet album de BD en langue française a été réalisé suite à un concours organisé par l'ambassade de Pologne à Alger et le commissariat du Festival international de la Bande dessinée d'Alger (Fibda), pour la meilleure adaptation de l'histoire de cet officier connu sous le nom de code «Raygor». Cette œuvre de 16 planches restitue le parcours algérois de Raygor depuis son arrivée à Alger en juillet 1941 et la création de la cellule de renseignement Allié d'Afrique du Nord, installée dans un hôtel de la capitale. L'album illustre, dans un style de BD européen sans aucun dialogues, les différentes étapes de structuration de ce bureau de renseignement, à commencer par la création d'une entreprise commerciale par Raygor, en guise de couverture à ses activités d'espionnage et d'officier-recruteur. Parcourant toute l'Afrique du nord pour ses soi-disant activités commerciales, l'officier polonais parvient à infiltrer l'armée française, en recrutant même des agents dans ses

propres rangs, et à mettre sur pied des réseaux d'espionnages dirigés par d'autres agents polonais. L'objectif de cette organisation était de surveiller les mouvements des navires de guerre français et faciliter le débarquement des Alliés en Afrique du Nord, lors de la fameuse «Opération Torch». L'agence de renseignement de Raygor a contribué à neutraliser l'armée de Vichy -du nom du gouvernement français collaborateur de l'Allemagne nazie- pour permettre le débarquement, en Algérie et au Maroc en novembre 1942, de plus de 100 000 soldats des forces alliées. A la fin de la guerre Roygor est décoré de «l'Ordre de l'empire britannique» pour sa contribution à la campagne Allié en Afrique du Nord. Sur la même lancée, l'ambassade de Pologne à Alger a également édité un guide illustré, en français et en polonais, de la ville d'Alger sur les traces de Mieczyslaw Slowikowski, réalisé par l'artiste polonais Jędrzej Jelenski. Ce guide de la capitale revient sur des lieux comme la basilique Notre-Dame



d'Afrique, l'hôtel St-Georges (El Djazair, actuellement), et autres cafés et restaurants, tous témoins des activités secrètes de l'offi-

cier Mieczyslaw Slowikowski et de ses agents sous-traitants, durant son séjour algérois.

Histoire

La grève historique des huit jours revisitée à Ain Temouchent

La wilaya d'Ain Temouchent a commémoré mardi le 63e anniversaire de la grève des huit jours des commerçants algériens (28 janvier/4 février 1957), à travers une exposition et une conférence revisitant ce fait historique. Le chercheur en histoire Miloud Reguig a souligné, lors d'une conférence, que la guerre de libération nationale ne s'est pas limitée à la lutte armée, mais a inclus aussi la diplomatie et les médias, les manifestations populaires et les grèves qui ont tous contribué à l'objectif de faire entendre la voix de la glorieuse révolution algérienne pour le recouvrement de la souveraineté nationale. Le conférencier a qualifié la grève des huit jours des commerçants algériens «d'étape importante dans l'histoire de la guerre de libération nationale» ayant démontré la cohésion et l'attachement du peuple au Front de libération nationale (FLN) et son armée l'ALN et l'unité de l'action de lutte pour l'indépendance. La grève de huit jours fut précédée par une action de terrain d'approvisionnement du peuple en produits dont il a besoin pour pouvoir subir les retombées de la grève durant huit jours, dans un message clair au colonisateur qui tentaient par diverses méthodes d'intimidation et de violence de faire échec à cette grève, qui a eu écho national et international contribuant grandement au soutien de la cause algérienne et de sa glorieuse révolution», a-t-il souligné en substance. Pour sa part, le directeur de wilaya des moudjahidines d'Ain Temouchent, Mohamed Cherif Kaddour, a affirmé que la commémoration de cet anniversaire vise à tirer les leçons d'une telle position à laquelle tout le peuple algérien avait adhéré exprimant son attachement à la cause nationale et à prendre comme l'exemple par les jeunes. Cette commémoration, organisée par le Centre culturel islamique d'Ain Temouchent, a donné lieu à une exposition de photos sur la grève de huit jours et à un hommage à un nombre d'artisans, de moudjahidines et de partenaires sociaux lors d'une cérémonie organisée à cette occasion en collaboration avec l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA).

«La propriété intellectuelle et traduction théâtrale en Algérie», Nécessité de mettre en place de véritables mécanismes

Les participants au premier colloque national sur «la propriété intellectuelle et traduction théâtrale en Algérie», ouvert mardi à Sidi Bel-Abbès, ont insisté sur la nécessité de mettre en place de véritables mécanismes de traduction des textes du théâtre algérien à d'autres langues. Le doyen de la faculté de lettres et langues de l'université Djillali-Liabès, de Sidi Bel-Abbès, Agag Kada, a indiqué que l'intellectuel en particulier et le citoyen occidental en général méconnaissent la réalité culturelle et théâtrale algérienne,

ce qui nécessite la mise en place de mécanismes efficaces de traduction des textes de théâtre algériens dans différentes langues étrangères. L'intellectuel algérien et arabe connaissent plus sur la culture française et anglaise que la sienne, a-t-il fait remarquer, soulignant que ce déficit dans la transmission du savoir et de la culture fait que l'Occidental méconnaît l'Algérien et sa culture. Les participants à ce colloque ont appelé à ouvrir des perspectives de dialogue entre les civilisations et les cultures et à encourager

l'Occident à découvrir la véritable culture algérienne en offrant de nouveaux horizons à la traduction, à la recherche intellectuelle et à l'économie qui peut profiter grâce à l'animation touristique et culturel. Les intervenants ont traité de plusieurs axes abordant, notamment, les règlements et lois générales relatives à la protection de la propriété intellectuelle, au droit d'auteur et à la responsabilité juridique, ainsi que le statut de l'auteur traducteur et la traduction théâtrale de la langue arabe à des langues étrangères. Cette ren-

contre de deux jours, initiée par le laboratoire du texte théâtral algérien et étude des dimensions intellectuelles et esthétiques et le laboratoire de la critique et études littéraires et linguistiques de l'université «Djillali Liabès» de Sidi Bel-Abbès en collaboration avec les directions de la culture et la jeunesse et des sports et le Théâtre régional de Sidi Bel-Abbès, a enregistré la participation d'universitaires, artistes, metteurs en scène, dramaturges hommes de lettres et intellectuels.

Benadel M.

«Ecriture de scénario» L'ANLA lance à Bouira une formation au profit des artistes et écrivains

Des artistes, des écrivains ainsi que de scénaristes amateurs, venus de plusieurs wilayas du pays, ont pris part mardi à une formation sur l'écriture de scénario initiée par l'association nationale des lettres et arts (ANLA) à la salle de conférences de l'Office du parc olympique de la wilaya (OPOW) de Bouira. Issus des wilayas de Bouira, Mostaganem, Alger, M'sila, Boumerdès, Tebessa, Souk Ahras, Oum Lebouagui, Tiaret et Tlemcen, les participants à cette formation qui se poursuivra jusqu'au 1er février recevront plusieurs cours liés aux techniques de rédaction de scénario, qui leur seront présentés par un scénariste et artiste tunisien, en l'occurrence, Nadjib Moussa. Cette formation se veut une occasion pour les artistes et nouveaux écrivains

et scénaristes algériens d'approfondir davantage leurs connaissances en matière de rédaction de scénario pour qu'ils puissent réaliser leurs œuvres cinématographiques, théâtrales, leurs poésies, romans et autres réalisations artistiques», a expliqué le coordinateur de l'association, M. Lakhdar Bouzid. La rencontre a aussi pour objectif de «relancer les travaux littéraires et artistiques afin de booster le cinéma et le théâtre en Algérie», a ajouté Bouzid. Au premier jour de cette formation, première du genre pour l'association, le scénariste tunisien Najib Moussa a expliqué aux artistes et écrivains présents les différentes méthodes de réussir l'écriture d'un scénario dans le théâtre, le cinéma, le roman, la comédie, et dans toutes les autres

œuvres artistiques et littéraires. «L'écriture de scénario demande d'avoir un penchant pour l'art et les lettres afin de pouvoir se lancer dans l'écriture et la réalisation de pièces théâtrales, ou de sketches, films», a souligné Najib Moussa, qui a appelé les artistes et écrivains présents à échanger leurs expériences avec les autres afin de tirer davantage d'enseignements liés à ce métier. Durant les cinq jours de cette formation, les participants auront l'occasion d'acquérir plus de connaissances et surtout de tests pratiques pour l'écriture de scénario. «C'est une bonne occasion pour nous afin de consolider nos connaissances pour l'écriture de scénario», a indiqué l'écrivain Merabti Said, venu de la wilaya de Tebessa.

Oran

L'Andalousie à travers le l'ouvrage «Nafh Ettib» d'El Makkari, thème d'une conférence nationale prochainement

Le thème de l'Andalousie à travers le livre «Nafh Ettib» d'El Makkari sera au centre d'une conférence nationale aujourd'hui à l'université d'Oran 1 Ahmed-Ben Bella. Cette rencontre, organisée à l'initiative du laboratoire «Histoire d'Algérie» à la faculté des sciences humaines et islamiques, verra la participation d'universitaires de différentes wilayas du pays. L'objectif de cette conférence nationale est de rappeler aux générations les réalisations des Musulmans d'Andalousie et leurs contributions civilisationnelles, en plus de mettre en exergue le livre «Nafh Ettib» dans l'histoire de l'Andalousie, a-t-on souligné. Une série de communications seront présentées à cette occasion, abordant les sources d'El Makkari dans la rédaction de son livre «Fi Ghosn El Andalous Ratib», le message d'El Chakandi sur les vertus de l'Andalousie et les savants cités dans le livre d'El Makkari, l'agricul-

ture en Andalousie à travers l'étude des possibilités et caractéristiques ainsi que les villes d'Andalousie notamment celle de Zahra. Cette conférence est organisée à l'occasion de l'anniversaire de la proclamation du kalifat omeyyade par Abderrahmane En Nacereddine Allah en 316 de l'hégire (17 janvier 928). Abou El Abbas El Makkari Et-Tilimsani (1578-1631), natif de la ville de Tlemcen, fut un des érudits de la pensée en Algérie à l'époque ottomane. Parmi ses ouvrages les plus célèbres «Voyage du Maghreb vers l'Orient», «Azhar Eriyadh fi Akhbar El Kadi Ayadh» et «Hosn Ethana fil aafw» Il a consacré son livre «Nafh Ettib min ghosn El Andalous Ratib», citant le ministre «Lissan-Eddine Ibn El Khatib», à l'écriture de l'histoire et de la civilisation de l'Andalousie en se référant à de grands ouvrages et en adoptant des sources historiques d'Andalous et autres.



Nouveaux projets expansionnistes au Sahara occidental

Le coordinateur sahraoui auprès de la Minurso dénonce la politique marocaine

Le coordinateur sahraoui auprès de la Minurso, M'hamed Kheddad, a dénoncé la dernière «loi marocaine expansionniste» qui vise à annexer les eaux territoriales sahraouies, soulignant que cette loi n'a aucune base légale, dans une déclaration.

«**N**ous condamnons fermement ces projets de loi marocains qui ne sont rien d'autre qu'un nouvel épisode d'expansionnisme marocain dont toute la région souffre», a souligné Kheddad, coordinateur sahraoui auprès de la mission de l'ONU pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental. M'hamed Kheddad a soutenu que «cet acte intervient également dans le cadre de la campagne désespérée menée par le Maroc pour légitimer son occupation illégale de parties du Sahara occidental par des pots-de-vin et l'implication d'entités étrangères dans leur aventure coloniale dans la partie occupée de notre territoire national». «La loi marocaine expansionniste, qui vise également à annexer les eaux territoriales adjacentes aux îles Canaries et à d'autres territoires espagnols, est également une conséquence directe de l'échec de l'Espagne, en tant que puissance administrante du Sahara occidental, à s'acquitter de sa responsabilité juridique et historique de décoloniser le territoire sahraoui conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations unies d'une part, et la soumission injustifiée de l'Espagne à la politique de chantage marocaine, d'autre part», a-t-il ajouté. Et d'ajouter : «Le gouvernement espagnol doit être conscient que les soi-disant frontières authentiques «du Maroc, qui représentent la quintessence de l'expansionnisme marocain, n'ont pas de limites». Par conséquent, a souligné Kheddad, «il y a maintenant une opportunité pour l'Espagne démocratique et son gouvernement progressiste de rectifier cette grande erreur historique et assumer leurs responsabilités historiques, juridiques et morales envers le peuple sahraoui et leurs droits inaliénables à l'autodétermination, à l'indépendance et à la

souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles». «Le gouvernement espagnol doit également reconnaître que faire plus de concessions à la politique de chantage que le Maroc a soumis à l'Espagne ne fera qu'encourager le Maroc à persister dans son expansionnisme que le peuple sahraoui continue de souffrir depuis que le Maroc a occupé le Sahara occidental par la force en octobre 1975 avec la complicité des autorités espagnoles de l'époque», a lancé Kheddad. En tout état de cause, explique le responsable sahraoui, la loi marocaine qui vise à annexer les eaux du Sahara occidental n'a aucune base légale et n'est qu'un acte de propagande. «La communauté internationale, qui n'a jamais reconnu l'occupation illégale par le Maroc de parties du Sahara occidental, ne la considérera que comme une nouvelle tentative désespérée du Maroc pour détourner l'attention de la crise structurelle aiguë subie par le régime marocain», a-t-il affirmé. Dans ce contexte, Kheddad a indiqué que le Front Polisario examinera les mesures adoptées dans le cadre des procédures judiciaires qu'il a présentées au Tribunal de l'Union européenne et suivra avec intérêt les mesures que l'Espagne prendra à cet égard. «Si nécessaire, il n'hésitera pas à soumettre l'affaire au Tribunal international du droit de la mer pour constater que ces lois sont nulles et non avenues», a prévenu Kheddad.

L'AARASD clôture ses travaux avec un programme d'action pour l'année 2020

L'Assemblée générale de l'Association des Amis de la RASD (AARASD) vient de se tenir à Vitry/Seine ce 25 janvier 2020, en présence de plusieurs d'adhérents, pour faire le bilan de l'année 2019 «particulièrement riche en initiatives et succès», selon un communiqué de l'association. Ce 25 janvier, à Vitry/Seine,



Jean-Claude Kennedy, son maire, entouré de plusieurs adjoints accueillait les adhérents et amis de l'Association des Amis de la RASD, qui tenaient leur Assemblée générale dans une des salles municipales. A la tribune, Sid Ahmed Daha, un des membres de la représentation du Front Polisario en France et le docteur Saïd Ayachi, président de l'association algérienne de solidarité avec le peuple sahraoui, le CNASPS. Le premier a éclairé la situation politique suite au Congrès du Front Polisario marquant la fermeté du mouvement de libération face aux hésitations de l'ONU et aux provocations répétées du Maroc destinées à banaliser l'occupation du Sahara occidental. Le second a de son côté redit l'engagement de l'Algérie clairement affirmé par le Président algérien, Tebboune, avec le droit du peuple sahraoui à la liberté et à l'indépendance. Dans la salle et à la tribune le Comité 94 de l'association des Amis de la RASD ainsi que l'association Ensemble pour l'Avenir ont fait le maximum pour accueillir les présents dans les meilleures conditions et favoriser la tenue de travaux approfondis dans un

climat sympathique, a ajouté, le communiqué. «Au cours de cette journée nous avons d'abord tiré le bilan de l'année 2019, particulièrement riche d'initiatives et souligné la part très importante prise par le représentant du Front Polisario, SEM Oubi Bouchraya dans cette dynamique. Les présents ont adopté à l'unanimité rapport d'activité et rapport financier, les finances de l'AARASD étant en 2019 en bonne santé du fait en particulier de la générosité de nos adhérents et donateurs privés», a confirmé le communiqué. Une séquence de discussion en ateliers nous a permis de construire la feuille de route 2020. Poursuite des efforts de communication et de contacts avec élus nationaux, locaux et eurodéputés pour toujours peser sur la position française et enfin l'amener à une position d'équilibre sur le sujet, position qui ne pourrait que favoriser la résolution du conflit du Sahara occidental. Poursuite du soutien aux prisonniers politiques sahraouis à travers le parrainage et des initiatives communes avec les Associations des Droits de l'Homme, comme l'ACAT. Poursuite des coopérations dans les campements, par

exemple la formation des professeurs de français, en dépit de la disparition depuis 2018 des aides publiques. L'année 2020 correspond au 10^{ème} anniversaire du soulèvement du camp de la liberté de Gdeim Izik, les quatre ateliers se sont engagés à commémorer cet anniversaire en octobre-novembre de la manière la plus significative. Plusieurs initiatives sont déjà annoncées ou en préparation. Les présents ont également souligné l'importance de la coordination entre les associations et comités engagés en France pour l'autodétermination du peuple sahraoui ainsi qu'avec les associations de la diaspora. Ils ont appris en soirée la nomination d'un nouveau représentant, Mohamed Sidati, qu'ils saluent et se félicitent de la nomination à Bruxelles de SEM Oubi Bouchraya, convaincus qu'une bonne partie de leur feuille de route 2020 se réalisera en coordonnant les initiatives en France et au sein de l'Union européenne et de ses instances comme le Parlement ou la Cour de justice.

Ag.

● Les membres du gouvernement de la RASD prêtent le serment constitutionnel

Les nouveaux membres du gouvernement de la République arabe sahraouie démocratique ont prêté serment constitutionnel, ce mardi, devant le président de la République, secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali. La prestation de serment a eu lieu lors d'une réunion du gouvernement, où chaque membre a prêté serment individuellement devant le Président Brahim Ghali. Le président de la République, secrétaire général, Brahim Ghali, avait rendu un décret présidentiel au début de ce mois, nommant la formation du nouveau gouvernement de la RASD.

Le Commissaire à la paix et à la sécurité reçoit le représentant permanent de la RASD auprès de l'UA

Le commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Smaïl Chergui, a reçu, lundi à Addis-Abeba, le représentant permanent de la RASD auprès de l'UA, Lamane Baali. Les discussions ont porté sur la lettre adressée par le président sahraoui Brahim Ghali au président de la Commission de l'UA, Moussa Faki,

relative à la nécessité de respecter la légalité internationale au Sahara occidental, a indiqué l'ambassadeur Chergui dans un tweet. Il y a lieu de souligner que la lettre de Ghali a été distribuée à tous les Etats membres de l'UA pour les tenir informés des derniers développements survenus dans les territoires sahraouis occupés, en particulier des projets expansionnistes du Maroc dans les eaux du Sahara occidental, et de l'ouverture des représentations consulaires à laâyoune et Dakhla occupés en violation du droit international. **Ahsene Saaid /Ag.**

Brexit

Vote européen pour la sortie définitive du Royaume-Uni de l'UE

Le Parlement européen devait voter ce mercredi en début de soirée pour ratifier l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE), dernière étape majeure pour parachever le Brexit prévu le 31 janvier, ouvrant ainsi une nouvelle période de négociations entre les deux parties.

Après la signature de l'accord de Brexit, vendredi dernier, par la Commission européenne et le Conseil européen, le texte a été soumis au Parlement européen pour être ratifié le 29 janvier, avait expliqué Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne. «C'est une semaine historique pour le Royaume-Uni et l'UE», a commenté le représentant britannique au Parlement, ministre pour l'Europe et les Amériques. Le vote est prévu vers 18h après un débat de deux heures où chacun pourra prendre la parole. Le scrutin ne durera que quelques minutes et devrait se conclure sans surprise par le feu vert du Parlement. «C'est une blessure pour nous, mais nous devons respecter la volonté des citoyens britanniques», a commenté le président du Parlement européen David Sassoli à la veille de ce vote. Le représentant du Royaume-Uni auprès de l'UE, Tim Barrow, a de son côté déposé, ce mercredi matin, au Conseil européen le document officiel montrant que Londres a rempli toutes ses obligations légales pour sortir de l'UE. Le Parlement britannique avait définitivement validé l'accord de Brexit, le 22 janvier dernier dégageant la voie à la sortie historique du Royaume-Uni de l'Union européenne dans neuf jours. Le projet de loi, qui

règle les modalités du divorce, négocié par le Premier ministre britannique Boris Johnson avec Bruxelles, a été promulgué le lendemain par la reine Elizabeth II, «permettant ainsi au Royaume-Uni de quitter l'UE le 31 janvier», avait annoncé le ministre chargé du Brexit, Steve Barclay. La Chambre des communes, où le dirigeant dispose d'une majorité écrasante depuis les législatives de décembre, avait déjà donné son feu vert début janvier au projet de loi sur le retrait du Royaume-Uni de l'UE. Le texte avait ensuite été transmis à la Chambre des Lords, non élue, qui a adopté cinq amendements, concernant notamment les droits des citoyens européens résidant au Royaume-Uni ou les enfants réfugiés non accompagnés.

Un chapitre se ferme, redéfinir le cadre des relations

Plus de trois ans et demi après le référendum sur le Brexit, le Royaume-Uni sortira officiellement de l'UE vendredi 31 janvier, un moment historique qui ouvrira une période de transition, une disposition prévue dans l'accord de divorce, durant laquelle les relations entre Londres et l'UE resteront inchangées, le Royaume-Uni restera membre de l'Union douanière

et du marché unique européens et continuera à respecter les règles de l'UE. Cette phase transitoire qui va durer jusqu'au 31 décembre 2020, doit permettre aux deux parties de négocier le cadre de leur relation future, sur le plan sécuritaire mais surtout commercial, avec possibilité qu'elle soit prolongée jusqu'à deux ans supplémentaires. Compte tenu du temps nécessaire à la ratification d'un accord, Londres et Bruxelles ne devraient en effet disposer, au mieux que de huit mois, de mars à octobre, pour parvenir à s'entendre sur leur relation future. Le 1^{er} février, une fois le Brexit mis en oeuvre, les Britanniques vont devoir quitter toutes les institutions européennes, notamment le Parlement européen où siègent 73 eurodéputés britanniques. L'UE va donc, pour la première fois perdre un Etat membre, qui plus est l'un des plus grands et des plus riches pays du bloc. Avec le départ de 66 millions d'habitants, l'UE verra sa population passer à quelque 446 millions. Son territoire diminuera de 5,5%. En vertu de l'accord de retrait, les expatriés installés de part et d'autre de la Manche avant la fin de la période de transition conserveront leurs droits de résider et de travailler dans leur pays d'accueil. Le Royaume-Uni restera toutefois soumis au droit de

l'UE et à la Cour de justice de l'UE jusqu'à la fin de la transition. Le négociateur en chef de l'UE Michel Barnier est en discussions avec les Etats membres pour définir un mandat de négociation pour la relation future, en particulier au niveau commercial, estimant que le divorce aurait des «conséquences négatives» et que les négociations ne serviraient qu'à «limiter les dégâts». Johnson «a clairement indiqué qu'il veut un accord de libre-échange de type canadien sans alignement». Les pays de l'Est de l'Europe attachent ainsi une grande importance aux biens industriels. D'autres, comme le Luxembourg, aux services financiers. La France, le Danemark, l'Irlande, la Belgique et les Pays-Bas tiennent, eux, à garder leur accès aux eaux britanniques pour la pêche. La pêche devrait d'autant plus animer les discussions que Bruxelles semble conditionner l'ouverture des négociations purement commerciales à un accord dans ce domaine. Pas de cérémonie protocolaire pour le retrait des drapeaux britanniques, mais un exemplaire du traité serait conservé au Musée de l'Histoire européenne à Bruxelles, a promis une porte-parole du Parlement.

Mali

«Plus de 200 000 personnes déplacées au Mali en raison de la flambée de violences», selon l'ONU

Un porte-parole des Nations unies a déclaré, mardi, que la situation humanitaire au Mali continuait de se dégrader en raison de la hausse des violences, et que plus de 200 000 personnes étaient actuellement déplacées dans ce pays, contre 80 000 il y a un an. Au cours de la saison sèche de cette année, de juin à août, 1,1 million de personnes devraient être confrontées à une situation d'insécurité grave dans le pays, a déclaré Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, lors de son point presse quotidien. Les défis humanitaires ont considérablement augmenté, a-t-il ajouté. Toutefois, l'accès reste possible aux organisations humanitaires qui s'appuient sur l'implication des communautés, la livraison d'aide soumise à des principes et le recours à des partenaires de mise en oeuvre locaux pour teindre les personnes dans le besoin. Le Plan de réponse humanitaire pour le Mali de cette année devrait toucher 20% de la population du pays, soit 3,8 millions de personnes, et nécessiter 390 millions de dollars, a déclaré Dujarric.

Turquie

Le président turc réaffirme son souhait pour une résolution politique de la crise libyenne

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a réaffirmé, mardi à Dakar, la capitale du Sénégal, son souhait pour une résolution politique de la crise libyenne. «Pour nous, ça ne doit pas être une lutte militaire, mais une résolution politique qui donne la possibilité au peuple libyen de décider de son propre sort», a-t-il déclaré lors d'un point de presse en compagnie de son homologue sénégalais Macky Sall. «Si on vous dit qu'on va résoudre la crise libyenne du jour au lendemain. Cela n'est pas réaliste et juste», a indiqué Erdogan. Pour sa part, Sall a affirmé avoir fait part au président

turc des inquiétudes du continent africain quant à une éventuelle détérioration de la Libye. «Je l'ai encouragé à poursuivre les démarches dans le cadre de la recherche d'une solution politique en Libye», a souligné le président sénégalais, en insistant sur le fait que l'Afrique subsaharienne a des «préoccupations». L'ANL, dirigée par le maréchal Khalifa Haftar, est engagée depuis avril 2019 dans une campagne militaire visant à prendre le contrôle de Tripoli et à renverser le gouvernement libyen de Fayez Al Sarraj, reconnu par l'ONU. Des milliers de personnes ont

été tuées ou blessées dans les combats, et plus de 150 000 civils ont été contraints de fuir leur domicile en raison des violences. Les deux factions rivales ont convenu d'un cessez-le-feu le 12 janvier dernier, mais s'accusent maintenant réciproquement de violer cette trêve. Arrivé lundi soir à Dakar, le président turc a eu un long entretien avec le président Macky Sall. Les deux pays ont signé sept accords de coopération dans les domaines de la culture, du sports, de l'énergie et de la défense.

Palestine

Paris insiste sur une solution à deux Etats «en conformité avec le droit international

La France a insisté, ce mercredi, sur la nécessité d'une solution à deux Etats respectant le droit international au lendemain de la présentation par le président américain Donald Trump de son plan de paix pour le Moyen-Orient. Paris «exprime sa conviction que la solution des deux Etats, en conformité avec le droit international et les paramètres internationalement agréés, est nécessaire à l'établissement d'une paix juste et durable au Proche-Orient», a déclaré la porte-parole du ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. La France «continuera d'agir en ce sens en lien avec les Etats-Unis, ses partenaires européens et tous ceux qui peuvent contribuer à la réalisation de cet objectif», a-t-elle ajouté. Le plan de paix

américain a été rejeté par les autorités palestiniennes. Le président palestinien Mahmoud Abbas a affirmé que le plan de paix américain pour le Moyen-Orient ne «passera pas». Il comprend, notamment la reconnaissance de l'annexion par Israël à son territoire des colonies qu'il a implantées en Cisjordanie occupée, en particulier dans la vallée du Jourdain, en violation du droit international selon l'ONU. Un futur Etat palestinien sur ces tracés serait nettement en-deçà de ce à quoi aspirent les Palestiniens, à savoir la totalité des Territoires occupés depuis 1967 par Israël. Peu après l'allocution de Donald Trump, l'ONU a souligné qu'elle s'en tenait aux frontières définies en 1967.

Tunisie

Plusieurs partis favorables à la proposition d'un gouvernement restreint

Les représentants des partis tunisiens, Ennahdha, le Courant démocrate, Echaab et Tahya Tounès ont favorablement accueilli mardi la proposition du chef du gouvernement désigné Elyes Fakhfakh d'un «gouvernement restreint», ne dépassant pas 27 ministres sans secrétaires d'Etat.

Ils ont présenté mardi lors de la discussion du document de référence du programme gouvernemental à Dar Dhiafa une série de suggestions à caractère économique et social, selon l'Agence tunisienne TAP. Mohamed Msellini du mouvement Echaab, a indiqué que les suggestions de son parti s'articulent autour de l'économie solidaire, la réappropriation des richesses nationales, l'instauration d'un système de transparence, la lutte contre la corruption et l'économie parallèle. Il a insisté sur «le besoin de politiques capables de sortir le pays de sa crise économique et sociale», précisant que «le mouvement ne s'oppose pas à l'idée d'un gouvernement restreint», indiquant qu'Echaab a «exprimé le souci de parvenir à la formation d'un gouvernement cohérent capable de rétablir la confiance du citoyen en l'Etat». Imed Hammami, membre du bureau politique du mouvement Ennahdha, cité par la même source, a, de son côté, affirmé que son parti n'a pas encore tranché la question de sa participation au gouvernement d'Elyes Fakhfakh. «Ennahdha exige des conditions qu'il discutera avec le chef du gouvernement désigné», a-t-il dit avant d'ajouter que le mouvement reste toujours à la disposition du pays. «Ennahdha soutient l'idée d'un gouvernement réduit en nombre de ministres qui s'attaquera en priorité à l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens et œuvrera à une meilleure gestion du pouvoir entre les trois présidences», a-t-il ajouté. Parmi les réformes que le parti juge nécessaires, Hammami a, notamment cité la modernisation des méthodes de travail au sein des structures de l'Etat, la numérisation et le développement des secteurs de la santé et de l'éducation. Sur l'attachement d'Ennahdha à la participation de Qalb Tounès au gouvernement, Imed Hammami a rappelé que son parti s'est prononcé lors de la réunion du Conseil de la Choura durant le week end, en faveur de

l'élargissement des concertations à tous les groupes parlementaires et qu'il ne reviendra pas sur sa position. De son côté, le dirigeant du Courant démocrate, Mohamed Hamdi, a indiqué que le document présenté par le chef du gouvernement désigné est un document fixant les principales priorités de l'action gouvernementale dans les prochains mois. Pour le Courant, ce document est acceptable du point de vue de son contenu ainsi que de sa vision générale. Avant d'entreprendre toute réforme, a-t-il estimé, il faut assainir le climat général, faire prévaloir l'Etat de droit et des institutions et lutter contre la corruption. Il s'agit, également, d'opter pour une économie sociale et solidaire et renforcer le rôle de l'Etat dans la relance économique. Il a, en outre, indiqué que la proposition d'un gouvernement restreint qui compterait 27 ministères et pas de secrétariat d'Etat a été retenue, avec la possibilité de garder l'actuelle structure du gouvernement. Les rectifications proposées par les partis doivent être prises en compte et examinées lors de la prochaine réunion, a-t-il encore expliqué. De son côté, le dirigeant de Nidaa Tounes, Marwen Felfel, a relevé que la réunion, ce mardi, avec Elyes Fakhfakh a permis d'évoquer la question du rétablissement de la confiance et la mise en place d'un cordon politique cohérent autour d'un programme clair et ce, pour sortir de la crise actuelle. Elyes Fakhfakh a présenté sa vision pour les prochaines réformes ainsi que les priorités économiques et sociales et le parachèvement du processus de la mise en place des institutions. Sur le fait d'écarter Qalb Tounes du gouvernement, Felfel a fait observer que «le débat reste ouvert». Une 2^e séance de discussions se tient mardi après-midi en présence des représentants du parti de l'Union populaire républicaine, de Nidaa Tounes, Al et de Afek Tounes. Le mouvement Machrou Tounes a décliné l'invitation.

Burkina Faso

6 militaires burkinabè tués dans une embuscade dans l'Est

Six militaires burkinabè ont été tués, mardi, lors d'une embuscade sur la route entre Madjoari et Pama, dans la province de la Kompienga, dans l'Est du Burkina Faso, a-t-on indiqué de sources sécuritaires. «Une patrouille du détachement militaire de Madjoari a sauté sur un engin explosif sur l'axe menant à Pama», a déclaré une source sécuritaire citée par l'AFP. L'explosion a été suivie de tirs. «Au cours de cette attaque combinée, six soldats ont perdus la vie», a ajouté cette source. «Plusieurs militaires sont portés disparus», a indiqué une autre source sécuritaire, soulignant que «des renforts terrestres et aériens ont été déployés» dans la zone. «Les ratissages sont en cours pour retrouver les militaires portés disparus d'une part et d'autre part traquer les assaillants», a-t-elle souligné. Cette embuscade survient alors qu'une attaque terroriste de grande ampleur a eu lieu samedi à Silgadji, dans la province du Soum dans le Nord, dont le bilan pourrait atteindre la cinquantaine de morts. Selon des sources sécuritaires, l'armée n'a pas encore pu rejoindre le lieu de l'attaque. Par ailleurs, «un détachement militaire a été visé par une attaque à l'engin explosif artisanal ce lundi dans la zone de Toeni», dans le nord-ouest du pays, a annoncé une source de sécurité. «Il n'y a pas eu de pertes en vie humaine mais on a enregistré quelques blessés».

Yémen

Une frappe aérienne tue «par erreur» neuf soldats progouvernementaux

Neuf soldats des forces progouvernementales yéménites ont été tués «par erreur», mardi, dans une frappe aérienne lancée par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite dans la province de Marib (ouest), a déclaré un responsable militaire. La source militaire, citée par Chine nouvelle, a indiqué que «les avions de guerre de la coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite ont visé par erreur un site militaire des forces progouvernementales dans la région de Jafra, dans la partie nord de la province de Marib». Le responsable a ajouté que la frappe aérienne avait été menée alors que des combats avaient lieu entre les forces gouvernementales yéménites et le

mouvement Ansarallah «Houthis» dans la même zone. «Près de neuf soldats ont été tués et dix autres blessés à la suite de la frappe aérienne menée par l'Arabie saoudite, qui a raté sa cible par erreur et a frappé nos forces», a précisé la source. L'envoyé de l'ONU au Yémen, Martin Griffiths, a appelé toutes les parties yéménites à «cesser toutes leurs activités militaires», avertissant qu'une telle escalade pourrait faire échouer le fragi le processus de paix. Le Yémen est enlisé dans une guerre civile depuis la fin 2014, lorsque les houthis ont pris le contrôle d'une grande partie du nord du pays et forcé le gouvernement du président Abd Rabbo Mansour Hadi, soutenu par l'Arabie saoudite, à quitter Sanaa

Japon

Coronavirus : un avion avec 206 japonais évacués de Wuhan atterrit à Tokyo

Un avion dépêché par le gouvernement japonais transportant quelque 206 ressortissants nippons évacués de la ville de Wuhan, principal foyer du nouveau coronavirus apparu en Chine, a atterri mercredi matin à Tokyo, ont rapporté des médias. L'appareil s'est posé vers 8h40 locales (mardi 23h40 GMT) à l'aéroport de Tokyo Haneda. Ce même avion a fait l'aller-retour Tokyo-Wuhan entre mardi soir et mercredi matin, spécialement envoyé par les autorités japonaises en lien avec leurs homologues chinoises. Du personnel médical avait pris place à bord et les passagers ont été interrogés pour détecter d'éventuels symptômes. Ils devraient être conduits à l'hôpital par bus pour des examens complémentaires, selon les médias locaux. Il n'est pas prévu une mise en quarantaine obligatoire, mais le gouvernement leur demande de ne pas sortir de leur lieu de

résidence au Japon pendant deux semaines afin d'éviter une potentielle transmission du virus s'ils en sont porteurs, même s'il n'y a aucun signe de maladie perceptible. Quelque 650 Japonais résidant à Wuhan (ville centrale chinoise et pôle industriel) ont exprimé le désir d'être rapatriés dans l'archipel en raison de la fermeture de l'agglomération où est apparu en décembre une nouvelle forme de virus provoquant une pneumonie potentiellement mortelle. Le dernier bilan chinois disponible fait état de 131 morts et plus de 5300 personnes infectées dans tout le pays. Au Japon, le nombre de cas recensés s'élève à sept, dont un sexagénaire qui n'est pas allé en Chine et a donc été contaminé dans l'archipel. Il est chauffeur de car et a conduit des touristes de Wuhan à deux reprises, selon le ministère de la Santé.

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière
Direction de la Santé et de la Population de la wilaya de Blida
Etablissement Public Hospitalier d'El Affroun
NIF : 000709109026151

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉ MINIMALE N° 02/2020

L'Etablissement Public Hospitalier d' EL AFFROUN lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimale pour la fourniture des produits pharmaceutiques en lots séparés. Les candidats intéressés peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots. Cet appel d'offres national ouvert s'adresse aux fabricants, importateurs et grossiste en vente de produits pharmaceutiques, agréés par le ministère de la santé et de la réforme hospitalière ou autorisé par les directions de la santé.

- Lot N°01 : Produits non tissés.
- Lot N°02 : Pansements.
- Lot N°03 : Consommable de laboratoire Réactifs de biochimie.
- Lot N°04 : Réactifs de biochimie.
- Lot N°05 : Réactifs d' hémostase.
- Lot N°06 : Réactifs d'hormonologie pour système MAGLUMI 600/SNIBE.
- Lot N°07 : Consommables et dispositifs médicaux.
- Lot N°08 : Désinfectants.
- Lot N°09 : Films de radiologie numériques.
- Lot N°10 : Antiseptiques.
- Lot N°11 : Instrumentation de sondage.

Seuls les entreprises spécialisées peuvent consulter et retirer le cahier des charges auprès de la direction de l'EPH d' EL AFFROUN, rue BRIDJA Salah, EL AFFROUN 09200 Wilaya de BLIDA.

Les offres doivent être accompagnées des pièces réglementaires en cours de validité décrites ci après :

I- Le dossier de candidature : à insérer dans une enveloppe à part portant la mention «Offre de candidature » et doit comprendre ce qui suit :

- 01-une déclaration de candidature
- 02-une déclaration de probité, (signé, cachet et paraphé)
- 03-une délégation de pouvoir selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges
- 04-Les statuts pour les sociétés.
- 05-les copier des Attestations de bonne exécution qui doivent être délivrées par un établissement public de santé
- 06-Les bilans comptables de 03 dernières années (2016-2017-2018)
- 07-La copie de l'agrément ou autorisation délivrée par une instance habilitée
- 08-Moyens humains employés justifiés par leurs attestations de mise à jour CNAS en cours de validités
- 09-Moyens de transport: le soumissionnaire doit fournir les pièces justificatives suivantes (copie de carte grise lisibles+copie des polices d'assurance en cours de validité) En cas de location le soumissionnaire doit fournir contrats de location notariés: (couvrants la durée total du marché

II- L'offre technique : à insérer dans une enveloppe à part portant la mention «Offre technique » et doit comprendre ce qui suit :

- 01-Une déclaration à souscrire :
- 02-Un cahier des charges portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté ».
- 03-Délai de livraison un engagement de délai selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges, (renseigner, signé, cachet et dater par le soumissionnaire)
- 04-Un mémoire technique (renseigner, signé, cachet et dater par le soumissionnaire)
- 05-Fiche technique obligatoire concernant les lots des réactifs.

III- L'offre financière : à insérer dans une enveloppe à part portant la mention «Offre financière » et doit comprendre ce qui suit :

- La lettre de soumission selon le modèle ci-joint.
- Le bordereau des prix unitaires en hors taxes.
- Le devis quantitatif et estimatif en hors taxes et en toutes taxes comprises.

Les trois enveloppes ci-dessus comportant l'offre technique et l'offre financière seront insérées dans une enveloppe unique, anonyme, ne comportant que les indications suivantes :

Appel d'offres national ouvert exigence de capacité minimale N° 02/2020
Ayant pour objet la fourniture des produits pharmaceutiques.

« A ne pas ouvrir que par la commissions d'ouvertures et d'évaluations » Lot N°.....

La durée de validité des offres est fixée à trois mois augmenté de la durée de préparation des offres. La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offre ouvert national dans la presse. Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos hebdomadaire légal, la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :

Etablissement Public Hospitalier d'El Affroun
Rue BRIDJA Salah, 09200 – El Affroun, W. Blida

Réseau 5G

L'Union européenne donne le feu vert pour Huawei

La Commission européenne a annoncé mercredi 29 janvier sa décision sur la sélection des fournisseurs 5G, permettant effectivement à Huawei de participer.

L'annonce est intervenue après une décision similaire prise par le gouvernement britannique mardi. Huawei salue la décision de l'Europe, qui permet à Huawei de continuer à participer au déploiement de la 5G en Europe. Cette approche factuelle de la sécurité 5G permet à l'Europe d'avoir un réseau 5G plus sécurisé et plus rapide. Huawei est présent en Europe depuis près de 20 ans et a fait ses preuves en matière de sécurité. Nous continuerons de travailler avec les gouvernements européens et l'industrie pour développer des normes communes afin de renforcer la sécurité et la fiabilité du réseau. A noter que le gouvernement britannique a autorisé Huawei à participer à certaines parties du déploiement du réseau 5G du pays. La décision a été prise mardi 28 janvier après une réunion du Conseil de sécurité nationale, présidée par le Premier ministre britannique Boris Johnson. Ainsi, Victor Zhang, vice-président de Huawei, a indiqué que «Huawei est rassuré par la confirmation du gouvernement britannique que nous pouvons continuer à travailler avec nos clients pour maintenir le déploiement de la 5G sur la bonne voie. Cette décision fondée sur des données probantes se traduira par une infrastructure de télécommunications plus avancée, plus



sûre et plus rentable, adaptée à l'avenir. Il donne au Royaume-Uni un accès à une technologie de pointe et garantit un marché concurrentiel». «Nous fournissons des technologies de pointe aux opérateurs de télécommunications au Royaume-Uni depuis plus de 15 ans. Nous nous appuyons sur cette solide expérience, en soutenant nos clients dans leurs investissements dans leurs réseaux 5G, en

stimulant la croissance économique et en aidant le Royaume-Uni à continuer de rivaliser à l'échelle mondiale. Nous convenons qu'un marché de fournisseurs diversifié et une concurrence loyale sont essentiels pour la fiabilité et l'innovation du réseau, ainsi que pour garantir aux consommateurs l'accès à la meilleure technologie possible».

N. I.

Révision de la Constitution Le conseiller du président fait le point sur le calendrier

Le conseiller en communication du président de la République, le Dr Mohamed Lagab, a animé, ce mercredi, un point de presse pour donner quelques indications sur le calendrier de la révision de la Constitution, selon une démarche qui se décline en trois phases. La première phase est déjà en cours, à la faveur de la désignation du panel d'experts qui travaille, sous la direction du Pr Laraba à la production d'un première copie en fonction des orientations directives données par le chef de l'Etat. Les experts ont 2 mois pour rendre leur copie qui sera soumise à un débat avec les acteurs politiques et les représentants de la société civile, une phase qui devrait s'étaler sur 2 mois avant la présentation du texte devant le parlement pour un débat en plénière retransmis par la télévision nationale. C'est le texte final, qui est la synthèse des propositions des experts, des partis politiques et des parlementaires qui sera soumis, in fine, au référendum populaire. «le président veut arriver à une constitution consensuelle pour assurer la stabilité constitutionnelle du pays et le protéger contre les turbulences dues à des révisions intempestives et récurrentes», précise Mohamed Lagab.

M. M.

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya d'El Oued

Direction de l'Environnement

NIF : 099639019000326

MISE EN DEMEURE N° 1

- Vu l'ODS N° 21/2019 du 29/10/2019.
- Vu le délai de livraison de (88) jours.
- Vu le retard enregistré et le non-respect de l'engagement de livraison.

Il est adressé une première mise en demeure à l'entreprise SARL BPI/ENH DOUDAH sise à la cité 392 logts centre commercial, Boumerdes (NIF N°: 099835072218369) titulaire du marché N°274/2019 concernant le projet de:

Lot 01 : Acquisition de 22 bennes tasseuses de 12M3

Pour la fourniture et l'obligation de livraison dans les plus brefs délais. Un délai de huit (08) jours est accordé à l'entreprise à partir de la parution de cette mise en demeure dans les journaux nationaux, faute de quoi des dispositions réglementaires seront prises à l'encontre de l'entreprise.

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Boumerdes

Direction des Equipements Publics

NIF : 099835019277907

AVIS RECTIFICATIF DE L'AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE N° 02/2020

La Directrice des équipements Publics de la wilaya de Boumerdes, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°02/DEP/2019, portant : Réalisation de 4000 Places Pédagogiques, en lot unique Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et de Gestion Boumerdes-Sahel, que l'avis d'attribution provisoire N° 02/2020 relatif au projet cité, confié à l'entreprise SNC NAAS Kamel et Associés, paru dans les quotidiens nationaux - L'Echo d'Algérie du 15/01/2020, «العالم للإدارة» du 18/01/2020 et le BOMOP, **est rectifié** comme suit :

Lire

Le soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service contractant, peut introduire un recours, auprès de la **commission sectorielle des marchés publics du ministère de l'habitat de l'urbanisme et de la ville**, dans un délai de dix (10) jours, à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.

La commission compétente (**commission sectorielle des marchés publics du ministère de l'habitat de l'urbanisme et de la ville**) donne un avis dans un délai de quinze (15) jours, à compter de l'expiration du délai de dix (10) jours fixé ci-dessus. Cet avis est notifié au service contractant et au requérant.

Au lieu de

Le soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service contractant, peut introduire un recours, auprès de la **commission des marchés publics de la Wilaya de Boumerdes**, dans un délai de dix (10) jours, à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.

La commission compétente (**commission des marchés publics de la Wilaya de Boumerdes**) donne un avis dans un délai de quinze (15) jours, à compter de l'expiration du délai de dix (10) jours fixé ci-dessus. Cet avis est notifié au service contractant et au requérant.

Sudoku

1				4		7	6	
	5							
6				9	7			1
7			2				3	8
	3	8	7		9	6	1	
9	6				1			7
8			4	2				6
							8	
	2	4		8				3

Codes

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13

M K C

14 15 16 17 18 19 20

X D B V F

Parole de charretier

2	6	8	9	10	6		6	11	5	12	13	2	6
6	14	5	15	9	16	7		9		9	16	6	7
	11	15	5		17	6	12	2	6	11	5	7	
1	2	3	4	4	5	6	2	6	7	6		2	9
3	3		6	7	9		6	2	3	4	5	3	16
1	11	2	4		18	15	6		15		16	13	6
3	2	6		11	15	13	2	5	6	15		4	4
15	5	1	3	7	6	2		19		5	20	4	
	6	13	2	3		3	2	1	9	16	5	6	2
9		15	6	4	5	16	6		12	6	16	4	6
4	12	5	6	6	4		2	3	13	9	16		1
11	3	6		4	3	7		5	15	5	3	16	
6	13	2	6		15	6	4	6		2	5	6	16
4	6	4		20	9		9	4	18	6	4	7	6

Un poème de Joyce Mansour

15 9 11 11 6 15 9 8 6 2

13 16 4 9 16 1 15 3 7

Pêle-mêle

La chute de syllabes à la fin d'un mot

ARRONDIE	FILMEE	REVERS
BLOND	GENERE	SCENARIO
COTISER	MECHE	SCOUTE
DEBOUCHER	MOLECULE	SEYANTE
EGOSILLE	MOUSSON	STEMM
ENJOLIVER	MYRTE	SURPAYE
EXASPERE	ODORAT	THEME
EXPORTE	RASSURANT	TIERS
EXTENUE	REFLET	TRAVAIL

E	G	O	S	I	L	E	X	A	S	P	E	R	E	
N	T	O	D	U	A	A	R	R	O	N	D	I	E	R
O	R	R	I	O	R	B	L	O	N	D	D	R	S	E
S	M	A	O	R	R	P	T	H	E	M	E	F	E	S
S	O	T	S	P	A	A	X	P	V	B	I	Y	I	
U	L	R	M	S	X	N	T	Y	I	R	O	L	A	T
O	E	A	E	C	U	E	E	L	E	E	U	M	N	O
M	C	V	C	O	N	R	O	C	T	V	C	E	T	C
O	U	A	H	U	C	J	A	R	S	E	H	E	E	O
P	L	I	E	T	N	E	Y	N	E	R	E	N	E	G
T	E	L	F	E	R	M	M	E	T	S	R	E	I	T

Mots fléchés

AMÉ- LIORENT DIT MERCI À	BOUCHE DE L'OISEAU SERVICE DE CURÉ	PROBLÈMES JUVÉNILES EXPULSION DE GAZ	COUVERT DE DONS FEMME D'ISLANDE	ÉGAYER, DIVERTIR	EN COLÈRE VOLAILLES GRASSES	ODORAT OU TOUCHER
				AMORPHES		
REBÂTIR						
PETITS CONIFÈRES		ÉCRAN À DOMICILE HERBE DE CIGARETTE		ORGANE DE LA FEMME ARBRE À PÊCHES		
OPPOSÉ DE L'OUEST INDIEN OU PACIFIQUE		ABRÉVIA- TION DE SOCIÉTÉ OBSCUR		MESURES LE POIDS		
			FAIRE DES CAMAÏEUX	U	DÉDUITES	PÉRIODE DE RÈGNE
MIS DE LA CIRE (JE)	T	RIVE, BERGE		INVENTONS	RISQUÉ	
			SE PORTER ACQUÉREUR AU BOUT DU DOIGT			
CANCRE	PENSER POSSÉDA, OBTINT				REMUERAI DANS LES BRANCARDS	ORGANES DU CORPS QUI FILTRENT
		METTRE À L'ÉTROIT LIEN DE SOULIER				BERCES BÉBÉ
DÉNUÉ DE VALEUR VACHES ET COCHONS		COURS À L'ÉCOLE PRONOM AU PLURIEL		ESQUINTÉE		
			ARRIVÉE PARMI NOUS SENSIBLE AU FROID		QUI EST À LA MODE TENTATIVE OU TEST	
FOYERS DE CHEMINÉES	POINTS CAPITAUX PARFAITE			REDONNE, RESTITUE TEMPS DE LIBERTÉ		
			NÉGATION RÉPÉTÉE	OUTIL DE COW-BOY CELA MAIS EN PETIT		
PAS DU TOUT CUIT	MARTIEN AU CINÉ CHEMIN BALISÉ	DE NICE EMPESTA				CRIER TEL LE MOUTON
		FREINAI			TYPE DE FREINAGE S'EXCLAMA	
BIEN BÂTI			PARCELLE DE TERRE	OUTIL DE BŮCHERON		TERRAIN À BÉCHER
DÉCRYPTÉS		SE POSER LA-HAUT LE RAD RACCOURCI			NOTE QUI SUIT SOL 501, MAIS EN ROMAIN	
LANCEMENT DE FUSÉE RESSORTIR UN LIVRE		PARTIE DE SQUELETTE		MARQUER DE RIDES		
				MESURE D'UNE SURFACE		

Solutions

Mots codés	Mots fléchés	Sudoku
REMAKE EXILANT GROSSIER OOSTA GPRS ORE LIGOTER EURO ALE SCIES POE N EURE SES FAS	REMER P B A G A F M O U S R E C O N S T A R U I R E I F S T E S P E S U S C E B O R D C O S E A C H E T E R E N E S E R E R E G E O N E U S E E I N D R E N D C L A S S O A T R E S N I C O I S A B S C R U P T I A L I S C I E L A R I D E R A I R E	189 342 765 257 618 349 643 597 821 715 264 938 438 759 612 962 831 457 871 423 596 396 175 284 524 986 173



NUMEROS UTILES

Numéros Verts

- Police : **1548**
- Gendarmerie nationale : **1055**
- Sonelgaz : **3303**
- Alerte kidnapping : **104**
- Personnes en difficulté ou en détresse : **1527**
- SOS Sécurité : **112**
- SOS Santé : **115**

Urgences

- SAMU : **021 23 50 50**
- Police : **17**
- Protection civile : **14**
- Gendarmerie nationale : **021 96 42 22**
- Sapeurs-Pompiers : **021 71 14 14**
- Sûreté de la wilaya d'Alger : **021 73 00 73**
- Centre antipoison : **021 97 98 98**
- Centre des grands brûlés : **021 63 29 95**
- Institut Pasteur : **021 67 25 02**

Hôpitaux

- CHU Mustapha : **021 23 35 35**
- CHU Ait Idir : **021 97 98 00**
- CHU Ben Aknoun : **021 91 21 63**
- CHU Beni Messous : **021 93 15 50**
- CHU Kouba : **021 28 33 33**
- CHU Bab El Oued : **021 96 06 06**
- CHU Bologhine : **021 95 82 24**
- CHU El Kettar : **021 96 48 97**
- HCA Aïn Naâdja : **021 54 05 05**
- Hopital Tixeraine : **021 55 01 10**
- Hopital Zéralda : **021 32 63 94**
- Centre Pierre et Marie Curie : **021 23 66 66**

Compagnies Aériennes

- Air Algérie : **021 74 24 28**
- Tassili Airlines : **021 50 98 58**
- Air France : **021 98 04 04**

Dépannages

- Gaz : **021 68 44 00**
- Electricité : **021 68 55 00**
- Service des eaux : **021 67 50 30**

Radios

- Chaîne I : **021 21 48 37**
- Chaîne II : **021 69 11 70**
- Chaîne III : **021 48 15 15**
- Radio El Bahdja : **023 70 99 99**
- Jil FM : **021 69 27 27**
- ENRS : **021 69 34 03/06**

Services

- Algérie Télécom : **100**
- Serveur vocal chèques postaux : **1530**
- Seaal : **3394**
- Scouts musulmans algériens : **3033**
- Association algérienne de psychiatrie : **1512**
- Réclamations : **18**
- Renseignements / Réveil : **19**
- Télégramme : **13**

Hôtels - Alger

- Hôtel El Djazaïr : **026 21 80 80**
- Hôtel El Aurassi : **021 74 82 52**
- Hôtel Hilton : **021 21 96 96**
- Hôtel Sheraton : **021 37 77 77**
- Hôtel Mercure : **021 24 59 70**
- Hôtel Ibis : **021 98 80 20**
- Hôtel Albert Premier : **021 73 65 06**
- Hôtel Safir : **0551 42 58 48**
- Hôtel El Riadh : **021 45 23 58**
- Hôtel Mazafran : **021 32 00 00**
- Hôtel AZ Zéralda : **023 32 55 89**
- Hôtel Oasis - Kouba : **021 77 04 04**
- Hôtel New Day - Kouba : **023 77 47 47**
- Hôtel Mouflon d'Or : **021 54 25 62**

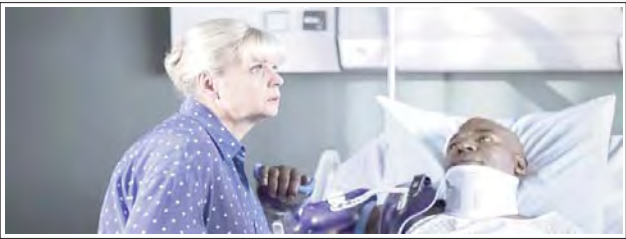
Hôtels - Sud

- Hôtel El Djanoub - Ghardaïa : **029 89 46 20**
- Hôtel - El Boustani - El Ménéa : **029 81 60 50**
- Hôtel Tahat - Tamanrasset : **029 31 21 21**
- Hôtel Gourara - Timimoun : **049 90 26 27**
- Hôtel Touat - Adrar : **049 96 99 33**



21h05 : Munch

Choc au cabinet : Hubert s'est fait renverser par une voiture ! Simple accident ou véritable tentative de meurtre ? Munch va vite comprendre qu'un exemplaire du Comte de Monte-Cristo contenant...



21h05 : Un petit boulot

Dans une petite ville minée par la crise, un chômeur, endetté jusqu'au cou et largué par sa copine, est prêt à tout pour voir le bout du tunnel...



21h05 : FBI

Martin Vickers est un trafiquant d'armes international qui utilise les services d'un courtier, Otan Reis. Mais ce dernier est tué car il est devenu informateur pour le FBI...



20h55 : Nous, gens de la terre

Vingt-cinq ans après le moratoire canadien sur la pêche, Saint-Pierre-et-Miquelon a tenté de refaire surface en se diversifiant. L'île a développé le fret, le tourisme et exploité de nouvelles espèces. Mais le réchauffement climatique...



20h55 : Non élucidé

Le mardi 28 février 2012, à Saint-Malo, le corps d'une adolescente est retrouvé en contrebas d'une falaise. La victime, âgée de 16 ans, s'appelle Céline Giboire...



20h50 : Tsunamis, du mythe à la réalité

Dix ans après l'un des tsunamis les plus meurtriers jamais connus, celui de 2004, dans l'océan Indien, les scientifiques ont fait une découverte effrayante...



20h55 : Escale fatale

Après une soirée bien arrosée, Marvellous supplie Benjamin de lui faire un enfant, mais celui-ci, marié et père de famille, refuse catégoriquement. La police fait une descente dans la maison close et ne trouve que Marvellous, en piteux état...



21h15 : Braquage à l'anglaise

Un petit malfrat, spécialisé dans le vol de voitures, participe au braquage d'une prestigieuse banque londonienne, sans savoir que l'établissement renferme quelques secrets fort compromettants...



20h55 : Top Gear France

Philippe Lellouche, Bruce et Le Tone sautent en parachute sur Dubai, la ville de tous les excès, et organisent le plus grand rassemblement de Supercars de l'histoire de Top Gear...



Hôtel - Béjaïa

- Hôtel Les Hammadites : **0776 88 22 38**

Hôtel - Tizi-Ouzou

- Hôtel Lalla Khedidja : **0795 22 65 77**

AEROPORTS

- Houari Boumédiène - Alger : **021 50 91 91**
- Rabah Bitat - Annaba : **038 52 01 59**
- Ahmed Ben Bella - Oran : **041 59 10 77**
- Mostepha Ben Boulaid - Batna : **023 77 01 10**
- Mohamed Boudiaf - Constantine : **031 81 01 24**
- 8 Mai 1945 - Sétif : **0651 88 73 66**

Hôtels - Est

- Hôtel Marriott - Constantine : **035 53 39 04**
- Hôtel Ibis - Constantine : **031 99 20 00**
- Hôtel Cirta - Constantine : **031 92 19 80**
- Hôtel Le Majestic - Annaba : **038 86 54 54**
- Hôtel El Mountazah - Annaba : **038 65 24 12**
- Hôtel El Hidhab - Sétif : **036 51 41 34**

Hôtels - Ouest

- Hôtel Sheraton - Oran : **041 59 01 00**
- Hôtel Royal - Oran : **041 29 17 17**
- Hôtel Ibis - Oran : **041 98 23 00**
- Hôtel Renaissance - Tlemcen : **043 40 11 11**
- Hôtel Les Zianides - Tlemcen : **043 27 71 21 à 25**
- Hôtel Ziri - Ghazaouet : **043 32 30 25**

Tournoi de qualification olympique de handball L'Algérie débutera face à la Slovénie



La sélection algérienne de handball, versée dans le tournoi N.3 de qualification olympique (TQO), prévu du 17 au 19 avril à Berlin (Allemagne), entamera sa campagne de qualification aux Jeux olympiques 2020 face à la Slovénie, selon le programme dévoilé mardi par la Fédération internationale de la discipline (IHF).

Le Sept national jouera son 2^e match face à la Suède (18 avril) avant de boucler le tournoi face au pays organisateur, l'Allemagne (19 avril). L'Algérie a pris la 3^e place de la CAN-2020, qualificative au TQO, en s'imposant devant l'Angola 32-27 en match de classement, alors que l'Egypte s'est adjugée le tournoi devant la Tunisie (27-23). Ce TQO donnera donc une autre chance à la sélection nationale d'aller disputer les JO de Tokyo, puisque deux billets sont à glaner dans chacun des trois groupes de TQO. Le TQO N.1 regroupe la Norvège (organisateur), le Brésil, le Chili et la Corée du Sud, alors que TQO N.2 est composé de la France (organisateur), de la Croatie, du Portugal et de la Tunisie. Six pays sur 12 ont déjà assuré leur qualification aux JO-2020.

Il s'agit du Japon (organisateur), Danemark (tenante), Espagne, Egypte, Argentine, Bahreïn.

Programme du TQO N.3 (Berlin du 17 au 19 avril) :

- 1^{re} journée (vendredi 17 avril) : Slovénie-Algérie, Allemagne-Suède
- 2^e journée (samedi 18 avril) : Allemagne-Slovénie, Suède-Algérie
- 3^e journée (dimanche 19 avril) : Algérie-Allemagne, Suède-Slovénie.

Championnats arabes de boxe Championne arabe par équipe avec 12 médailles dont 5 en or

La sélection algérienne cadets garçons de boxe, avec 12 médailles (5 or, 3 argent et 4 en bronze), a été sacrée championne arabe par équipes, à l'issue des finales de la compétition qui a pris fin mardi au Koweït. Sur les 8 boxeurs engagés aux finales du rendez-vous arabe, l'Algérie a réussi à décrocher cinq médailles d'or et 3 en argent, terminant ainsi à la première place par équipes devant l'Egypte (2^e place) et la Syrie (3^e). Les cinq médaillés d'or sont : Lakache Soltane (48 kg), Benmehani Youcef (50 kg), Lameche Abderahmane (52 kg), Selmi

Abdelkader (54 kg) et Benaïssa Abdelkader (56 kg). Les boxeurs, Touati Mohamed Merouane (60 kg), Bensot Mohamed (63 kg) et Kanouni Oussama (75 kg) se sont contentés de l'argent. Par ailleurs, les pugilistes, Aïche Fouad (80 kg), Houasni Aymen (66 kg), Kaïber Mohamed (70 kg) et Khelifa Anis (+80 kg) ont décroché la médaille de bronze. 13 boxeurs de la sélection algérienne cadets (garçons) ont pris part aux Championnats arabes, sous la conduite du staff technique national composé des entraîneurs Brahim Kechida et Hamadache Brahim.



Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya d'Alger
Circonscription Administrative de Bab El Oued
Commune de Bologhine
Bureau Patrimoine Communal

AVIS D'ADJUDICATION N° 01/2020

Monsieur le président de l'assemblée populaire de la commune de Bologhine lance un avis d'adjudication qui aura lieu au cinéma El-Sahel situé au quartier deux moulins, Bologhine, pour location de 03 locaux commerciaux + salle des fêtes pour une durée de 3 ans renouvelable une seule fois :

1. salle des fêtes (1485.33 m²) sis au 02 B^d Emir Khaled, Bologhine, la mise à prix mensuel est fixée à 797.060,00DA
 2. Local commercial n°1 (413.70m²) sis au 01 B^d Emir Khaled, Bologhine, la mise à prix mensuel est fixée à 165.480,00DA
 3. local commercial n°2 (257.04m²) sis au 02 B^d Emir Khaled, Bologhine, la mise à prix mensuel est fixée à 102.816,00DA
 4. local commercial n°3 (135.66m²) sis au 02 B^d Emir Khaled, Bologhine, la mise à prix mensuel est fixée à 54.264,00DA
- Les adjudicataires intéressés par cet avis peuvent retirer le cahier des charges tous les jours ouvrables (dimanche à jeudi) au niveau du bureau patrimoine communal moyennant une somme de 1500.00DA versée au trésorier communal de Bologhine dans un délai de 15 jours, à partir de la 1^{re} date de parution du présent avis dans les journaux nationaux et BOMOP.

Le dossier doit comporter les pièces suivantes :

- Quittance des droits de paiements de cahier des charges.
- demande de participation à l'adjudication indiquant le local concerné.
- Cahier de charges signé par l'adjudicataire visé et approuvé.
- Extrait de rôle en cours de validité.
- Extrait du casier judiciaire en cours de validité.
- Attestation de résidence.
- Une copie de la pièce d'identité.
- Attestation d'engagement pour établissement de registre de commerce et tout type des documents nécessaires dans un délai ne dépassant pas 30 jours.
- Attestation d'assiduité de bonne conduite pour les participants hors le territoire de la commune de Bologhine.
- Chèque visé relatif au cautionnement provisoire égal au 3/12 du montant de la mise à prix mensuel.

Observation :

- La date de dépôt des dossiers (au niveau bureau patrimoine communal) est fixée de 15 jours compter de la date de la 1^{re} parution du présent avis dans les journaux nationaux et BOMOP, la date de dépôt des dossiers sera le dernier jour avant 12:00 heure dans une enveloppe cachetée et anonyme portant la mention : à le président de l'assemblée populaire communale de Bologhine, bureau patrimoine communal, sis au 02 rue hamla abdelrezak Bologhine, location par adjudication a ne pas ouvrir sauf par la commission d'adjudication) indiquant le bien concerné.
- L'adjudication est fixée à quatorze heure 14:00.
- Les dossiers incomplets et déposés hors délai seront exclus.
- Cet avis tien lieu d'invitation à tous les adjudicataires participants.

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya d'Oum El Bouaghi
Daïra d'Aïn El Fakroun
Commune d'Aïn El Fakroun
NIE : 009.960.425.007.817

Rue du 1^{er} Novembre - APC d'Aïn Fakroun

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ

En Vertu des dispositions de l'article 65 et 74 et 161 du décret présidentiel n°:15-247 Du : 16-09-2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, et après L'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités Minimales N° : 08/AF/2019 en date du : 30/12/2019 An -Nasr Et en date du : 30/12/2019 L'Echo d'Algérie ; concernant la réalisation du projet :

* Alimentation (Fourniture Les Cantines Scolaires En produits entaires Année 2020)*

- Lot 01 : viande blanche (poulets) et œufs
- Lot 02 : alimentation générale + pain
- Lot 03 : légumes et desserts

Qu'à l'issue de l'évaluation des offres technique et financière, le marché est attribué provisoirement à l'entreprise suivante :

ENTREPRISE		PROJET		MONTANT	DELAI D'EXECUTION	Note de l'offre technique	ELEMENTS AYANT PERMIS LE CHOIX
HANTAS NABIL -AIN FAKROUN-	1.985.0425.00647.24	Alimentation (Fourniture Les Cantines Scolaires En produits entaires Année 2020)	Lot 01 : viande blanche (poulets) et œufs	18.421.445.14 DA (T.H.T)	(150) Jours	48.00/60 points	Offre attribuée techniquement et la moins disant
DIR MOHAMMED -AIN FAKROUN-	1.986.0425.00133.42		Lot 02 : alimentation générale + pain	26.510.174.00 DA (H.T)		44.00/60 points	
MERAIH BILAL -AIN FAKROUN-	1.988.0401.01485.32		Lot 03 : légumes et desserts	24.088.225.00 DA (H.T)		49.00/60 points	

Tous les soumissionnaires qui sont intéressés, de se rapprocher de notre services, au plus tard trois(03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel n°:15-247 Du : 16-09-2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, Chaque soumissionnaire opposant de présenter un recours à la commission des marchés dans un délai de dix (10) jours à partir de la première parution de l'avis d'attribution provisoire du marché.

MC Alger

La crise s'amplifie

Alors qu'il est en poste que depuis un peu plus de deux semaines, le voilà le président du MCA, Abdennacer Almas brandit la menace de partir. Selon une source proche de lui, l'homme songe actuellement à solliciter la direction de Sonatrach pour demander à ce qu'il retourne à son poste précédent de secrétaire général du GSP.

C'est que le successeur d'Achour Betrouni ne s'attendait pas à ce que la crise qui secoue le club soit aussi délicate et difficile à résoudre. L'élimination prématurée des Verts et en Coupe d'Algérie ne l'a pas aidé à travailler dans la sérénité qu'il souhaitait. Pourtant, à son arrivée, Almas a affiché une grande ambition pour remettre rapidement le train sur rails. Mais après quelques jours de travail, il s'est rendu compte que les choses sont plus compliquées qu'il pensait. Le dossier de l'entraîneur était d'ailleurs son premier couac. Le boss algérois avait promis au lendemain de sa nomination à la tête du club, de doter l'équipe première par un coach dans un délai ne dépassant pas 10 jours. Mais voilà que ce délai n'a pas été respecté, synonyme d'un premier échec pour Almas qui a fini par reconnaître que tant que le technicien français, Bernard Casoni, n'a pas encore résilié son contrat, il n'y aura aucune possibilité pour le club d'engager un nouveau coach. Mais pour justement régler cet épineux problème, il doit y avoir de l'argent dans les caisses, alors que le club traverse une crise financière ardue née, notamment d'une mauvaise gestion ayant fait que la précédente direction ait épuisé le budget de toute une saison en l'espace de quelques mois. Et comme un malheur n'arrive pas seul, l'ex-DGS Fouad Sakhri à enfoncé le club par cette affaire de l'entraîneur après avoir procédé au limogeage de Casoni à sa manière. D'ailleurs, Almas n'a pas été tendre avec Sakhri en confiant aux supporters qui l'ont interpellé après l'élimination de leur équipe en Coupe d'Algérie qu'il imputait l'entière responsabilité de la situation actuelle du Doyen à Sakhri. Almas qui s'est engagé aussi à ne libérer aucun autre cadre de l'équipe après le départ de Chafaï et de Azzi, s'est retrouvé dans l'obligation de signer la lettre de libération de Bendebka aussi, ce qui contraste avec ses engagements et lui fait perdre d'emblée sa crédibilité auprès de la galerie algéroise qui ne décolère toujours pas.



Kenniche signe à l'US Tataouine

L'ancien défenseur du Mouloudia d'Alger, Ryad Kenniche, a paraphé, ce 28 janvier 2020, un contrat d'une année et demie avec le club tunisien de l'US Tataouine. Le défenseur central de 26 ans retrouve donc un club après

avoir quitté le MC Alger en juin dernier. Il est sous contrat avec la formation tunisienne jusqu'en juin 2021.

Ryad Kenniche est le troisième algérien à avoir rejoint l'US Tataouine lors de ce mercato d'hiver, il a été précédé par l'ancien de l'ES Sétif Wail Herrikache ainsi que par le défenseur, Abdelaziz Ali Guechi.

CAF CL

Un trio égyptien pour JSK-EST

La Confédération africaine de football a désigné un trio égyptien pour le dernier match des poules de la Jeunesse sportive de Kabylie face au tenant du titre, l'Espérance de Tunis. Il s'agit de Amine Mohamed Omar qui sera assisté par ses deux compatriotes, Ahmed Taoufik Taleb et Youcef El Boussati. Ce match qui aura lieu ce samedi au stade du 1^{er}-Novembre de Tizi-Ouzou est sans enjeu pour la Kabylie qui sont déjà éliminés de la compétition. De l'autre côté, l'entraîneur de l'EST, Mouine Chaabani déjà qualifié avec son équipe en quart de finale de la C1 va faire tourner son effectif. Notons que pour cette rencontre, l'ex-attaquant du Taraji, Oussama Darragi va faire son baptême de feu avec ses nouvelles couleurs à l'occasion de ce derby.

Amical

L'US Biskra battue par le Club Africain 3-1

La formation algérienne de l'US Biskra (Ligue 1 algérienne de football) a été battue par son homologue du Club Africain (Tunisie) sur le score de 3 à 1, en match amical disputé, ce mercredi à Ain Draham, en Tunisie. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Bassirou Compaore, Moataz Zemzmi et Sabeur Khelifa (s.p.) pour le Club Africain, tandis que Salah Seghaier a réduit l'écart pour l'US Biskra. L'US Biskra, lanterne rouge du championnat d'Algérie, se déplacera le 6 février prochain à Bologhine (Alger) pour y affronter le Paradou AC, dans le cadre de la 16^e journée de Ligue 1 algérienne de football.



Khacef

Le NAHD et Bordeaux d'accord ?

Après avoir passé six mois sans jouer suite à l'échec de son transfert à Rennes, le jeune latéral gauche Naoufel Khacef qui a repris la compétition fin décembre avec le NAHD, est toujours en instance de départ. Le latéral gauche de 21 ans qui ne voulait pas rester avec son club et qui avait l'esprit ailleurs pourrait voir sa situation s'éclaircir bientôt, puisqu'un accord aurait été trouvé entre Bordeaux le NAHD ainsi que les représentants du joueur pour un éventuel transfert de Khacef

durant ce mercato. Le joueur qui a effectué le stage de mi-saison avec le NAHD à Chlef, attend seulement la résolution de quelques problèmes administratifs pour finaliser son transfert dans les jours qui viennent. Rappelons que Bordeaux a fait signer deux jeunes défenseurs algériens au mercato estival : Aïssa Boudechicha (19 ans) de l'ES Sétif et Abdeljalil Medioub (22 ans) venu d'Espagne. Tous les deux jouent et sont des titulaires avec l'équipe réserve actuellement

Angers SCO

6 semaines d'absence pour El Mellali

Le milieu offensif international algérien d'Angers SCO Farid El Mellali, victime d'une entorse interne du genou gauche, devra s'éloigner des terrains pendant une période estimée à six semaines, a annoncé, avant-hier, le club pensionnaire de Ligue 1 française de football sur son compte Twitter.»

Les examens médicaux que Farid El Mellali a passé ont confirmé une entorse interne du genou gauche. Le jeune feu follet scoïste sera donc absent des terrains pour une durée estimée à six semaines», écrit le club dans un communiqué. El Mellali (22 ans) s'est blessé samedi dernier lors du match en déplacement face à l'Olympique Marseille (0-0), dans le cadre de la 21^e journée du championnat. Il a cédé sa place à la demi-heure de jeu. Sa saison aura été

ponctuée par plusieurs blessures (tendinite, fracture d'un orteil...). Il a été titularisé seulement quatre fois en Ligue 1 depuis le mois d'août. Avant son match à Marseille, il restait sur un doublé signé Rouen (4-1), dans le cadre des 16^{es} de finale de la Coupe de France. Il a déclaré logiquement forfait mardi, lors de l'élimination de la formation angevine à domicile face au Stade Rennais (4-5 AP), en 8^e de finale de la Coupe de France. El Mellali (2 sélections) s'était engagé avec Angers en 2018 pour un contrat de quatre ans, en provenance du Paradou AC (Ligue 1 - Algérie), où il avait été formé. Au terme de la 21^e journée du championnat, Angers occupe la 9^e place au classement avec 30 pts, à 3 longueurs de retard des places européennes, et à 22 points du leader le Paris SG.



Mercato

Les Verts peu actifs, cet hiver

Le mercato hivernal fermera ses portes en Europe ce vendredi 31 janvier, alors que chez nous il est clos depuis pratiquement une semaine. Peu de mouvements à noter chez les Verts. A quelques exceptions près, ils se plaisent tous dans leurs clubs actuels et privilégient visiblement la stabilité.

Ce qui est un bon signe au demeurant. Reste le cas Islam Slimani dont les envies d'ailleurs ne sont plus un secret pour personne. Ayant perdu son statut de titulaire à Monaco et n'entrant apparemment plus dans les plans de son nouveau coach Moreno, malgré un début de saison tonitruant, le baroudeur de l'équipe nationale souhaite quitter l'équipe monégasque pour rebondir ailleurs. Un souhait légitime, d'autant que les sollicitations ne manquent pas. Il est convoité, notamment par des cadors anglais, notamment Manchester United, Tottenham et Aston Villa, d'après les dernières informations du mercato. Seulement jusqu'à hier mercredi, son club Leicester (il est prêt à Monaco), s'oppose à son transfert. L'offre financière n'est pas à la hauteur estiment les dirigeants des Foxes. Cela dit, ça peut se débloquer à tout moment. À moins que les Monégasques ne mettent leur veto à leur tour et décident de le conserver. Une hypothèse à ne pas écarter, surtout que leur équipe connaît un grand passage à vide en son absence. Elle vient en effet d'être éliminée sans gloire de la Coupe de France à domicile face à l'AS Saint-Etienne. Les observateurs se demandent, à juste titre d'ailleurs, si le technicien espagnol de Monaco ne 'est pas trompé en «cassant» le duo Slimani-Ben Yedder qui faisait portant des ravages dans les défenses adverses. Le reconstituer est une option plausible pour faire sortir l'équipe de sa mauvaise passe. Maintenant, tout est lié à l'offre et à la demande, car même Ben Yedder n'est pas sûr de rester dans la Principauté, puisqu'aux dernières nouvelles, le FC Barcelone fait le forcing pour le débaucher. Comme c'est souvent le cas, les dernières heures du mercato seront décisives, il risque d'y avoir des transferts surprise de dernière minute. En revanche, Mehdi Zeffane connaît déjà sa prochaine destination. Sans club depuis la résiliation de son contrat avec Rennes, l'international algérien devrait s'engager avec le club russe de Krylya Sovetov de Samara. C'est du moins ce qu'annonçait l'Equipe dans son édition d'hier. Faute de mieux, le défenseur des Verts compte se relancer pour essayer de retrouver sa place en sélection. Autre transfert annoncé, mais qui n'est pas encore concrétisé, celui de Raïs M'Bolhi. Actuellement avec Al Ettifaq Saoudi, le gardien de l'EN voudrait rejoindre un autre club saoudien qui dispute la Ligue des champions asia-



tique. Mais pour le moment, son club refuse de le libérer. Tout comme Al Hilal a repoussé une offre de Nîmes Olympique pour Youcef Belaïli. Ce dernier vient d'ailleurs de qualifier son équipe à la phase des poules de la Ligue des champions. Sur le plan local, le marché des transferts a été plutôt calme. Crise financière oblige. Il y a eu en revanche de nombreux départs vers l'étranger confirmant une tendance qui est en train de se généraliser. Le dernier en date, celui du Nahdiste Dadi Mouaki qui a rejoint l'ES Sahel. C'est le troisième joueur du Nasria à quitter son club cet hiver, après Zerdoum et Tougaï. Tous les deux ont opté éga-

lement pour le championnat tunisien, le nouvel eldorado des joueurs algériens. Quant aux défenseurs du MCA, Azzi et Chafaï, ils ont choisi respectivement le Qatar et l'Arabie Saoudite. Un autre Mouloudéen et pas des moindres devrait leur emboîter le pas dans les jours à venir. Il s'agit de Sofiane Bendebka dont le départ est acté. Voilà une liste non exhaustive de pensionnaires de la Ligue 1 ayant décidé de quitter le pays, cet hiver. Si rien n'est fait, ils seront encore plus nombreux à vouloir partir l'été prochain.

Ali Nezlioui



AS Monaco

Slimani veut retourner en Premier League

L'attaquant international algérien de l'AS Monaco, Islam Slimani, a réitéré à ses dirigeants son désir de quitter le club de la Principauté cet hiver, pour retourner éventuellement en Premier league anglaise, a rapporté, lundi soir, *France Football*. «Inarrêtable lors de la première partie de saison avec Leonardo Jardim, Islam Slimani ne souhaite plus évoluer à l'AS Monaco.

L'international algérien a réitéré son désir de quitter le club de la Principauté (...) L'international algérien a de nouveau répété à ses dirigeants son souhait de quitter le club», indiqué FF. Alors que tout marchait pour lui en début de saison, le limogeage de l'entraîneur portugais Leonardo Jardim, à l'origine du recrutement de Slimani (7 buts et 8 passes décisives en Ligue 1), et son remplacement par l'Espagnol Robert Moreno a fini par changer la

donne pour le meilleur buteur en activité de l'équipe nationale, relégué sur le banc des remplaçants. «Courtisé par des grands clubs anglais (Manchester United, Tottenham), Slimani espère retourner en Premier League lors de ce mercato d'hiver. Mais le joueur sait que son temps de jeu va être amputé par l'arrivée de Roberto Moreno.

Il estime également qu'il va être le grand sacrifié avec le passage du 4-4-2 ou 4-3-3. A 31 ans, il ressent une forme d'ingratitude et veut rejoindre une équipe où il se sent désiré», souligne le magazine française, reprenant les informations des médias anglais qui ont évoqué l'intérêt de Man United et de Tottenham pour les services du buteur des Verts. Le club monégasque a déjà repoussé une offre d'Aston Villa pour Slimani, jugée insuffisante par la direction de Monaco.

Mahrez meilleur joueur en Europe du mois de janvier

Le très technique attaquant algérien de Manchester City, Riyad Mahrez, a été récompensé de ses efforts en étant désigné meilleur joueur en Europe du mois de janvier par le CIES (Centre international d'étude du sport). Auteur de très belles prestations ces derniers temps en Premier League, Mahrez confirme ainsi son retour en force et ce, en cette période importante de la saison, avec notamment d'aborder les huitièmes de finale de la Ligue des champions et le choc tant attendu face au Real Madrid. Pour rappel, Mahrez a disputé 20 matchs de Premier League cette saison. Il en est ainsi à 7 buts pour 7 passes décisives

Al Ahli
Belaïli : «Content pour cette qualification»

Ayant transformé le penalty qui a permis à Al Ahli Saoudi de se qualifier à la phase des poules de la ligue des Champions d'Asie face aux Tadjiks du FC Istiqlol, l'international algérien, Youcef Belaïli a été de loin le meilleur joueur de son équipe. D'ailleurs, l'entraîneur Suisse, Christian Gross n'a pas tari d'éloges sur l'attaquant algérien en conférence de presse post-match, surtout que cette fois-ci Belaïli a joué dans un contexte différé en étant incorporé à la pointe de l'attaque «Belaïli a fait un bon match en attaque. Il a fait preuve de beaucoup de sang-froid lorsqu'il a tiré le penalty dans le temps mort pour nous offrir derrière la qualification». De son côté, le champion d'Afrique était content de cette qualification aux poules, «Très content de cette qualification. Je pense qu'on méritait de passer vu le nombre incalculable d'occasions qu'on a créé. Je tiens à saluer également notre merveilleux public qui nous a soutenu du début jusqu'à la fin», a indiqué l'international algérien en conférence de presse.

AC Milan
Du bon Bennacer qui va jouer la Juve en Coupe d'Italie

Le Milan AC a composé son ticket pour la demi-finale de la Coupe d'Italie en disposant de la formation de Torino après un

match fou ou les deux équipes se sont départagés dans les prolongations (4-2). L'international algérien de l'équipe lombarde, Ismaël Bennacer a fait comme à son habitude un grand match. Son entraîneur Stefano Piolo l'a titularisé et il a disputé les 120 mn de la rencontre. Le meilleur joueur de la CAN 2019 s'affirme de match en match comme un élément indéboulonnable dans l'effectif du Rossoneri. Bennacer va retrouver la Juventus de Cristiano Ronaldo en demi-finale de la Coppa Italia. Notons que les Milanais sont invaincus en 2020 après six matchs en enchaînant un nul puis cinq victoires. Série en cours.

Zeffane en direction de la Russie

Sans club depuis la fin de son aventure avec Rennes et malgré sa très bonne CAN conclue par un titre de champion d'Afrique, l'international algérien Mehdi Zeffane serait tout proche de conclure avec un club russe. *L'Equipe* annonce que le joueur de 27 ans a trouvé un accord avec le Krylya Sovetov de Samara et va signer un contrat d'un an et demi avec sa nouvelle formation, qui est actuellement 15^e au classement du championnat Russe, en lutte pour le maintien en fin de saison. À noter que le portier international algérien Raïs M'Bolhi a évolué sous les couleurs de Samara entre 2011 et 2013 et il a eu une mauvaise expérience qui s'est concrétisée par deux prêts.



Météo 	Alger	Oran	Constantine	Béchar	Ouargla
	9°/20°	10°/19°	3°/17°	6°/23°	6°/23°
Horaires des prières Alger	El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
	06:22	13:02	15:51	18:16	19:35

Accidents de la circulation

676 morts et 19 000 blessés

au niveau national en 2019

676 personnes ont trouvé la mort et 19 151 autres ont été blessées dans 15 992 accidents de la circulation enregistrés en 2019 au niveau national, a indiqué, ce mercredi, le directeur de la sécurité publique, le contrôleur de police Aïssa Naïli.

Lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation du bilan 2019 des activités des services relevant de la Direction de la sécurité publique, le contrôleur de police Aïssa Naïli a indiqué que comparativement à l'année 2018 le bilan fait ressortir une baisse en nombre de décès (-17) contre une hausse du nombre d'accidents de la route (+781) et de blessés (+1203). Concernant les principales causes de ces accidents, Naïli a évoqué le facteur humain dans 15 699 des cas, l'état des véhicules dans 166 cas et l'état de la chaussée et l'environnement dans 151 des cas. Rappelant les efforts consentis par les unités de la sécurité routière pour trouver les solutions adéquates à même de réduire les accidents de circulation, il a fait état de l'actualisation à venir de l'arsenal juridique relatif à la sécurité routière, la préparation d'un projet pour le renforcement de la prévention routière à travers la réalisation des données sur

les raisons des ces accidents et le traitement des lacunes enregistrées. Il a mis en avant, dans ce sens, l'impératif de mettre en place des moyens modernes au niveau des routes, notamment des caméras et la généralisation des radars», plaidant pour l'intensification des actions de sensibilisation au lieu des mesures coercitives afin de consacrer une culture routière. Concernant les activités de prévention réalisées au cours de la même année, le contrôleur de police Aïssa Naïli a fait état de 3109 cours théoriques dans des établissements éducatifs, 1111 au niveau des circuits d'éducation routière et 830 290 actions de sensibilisation au profit des usagers de la route. Le nombre des activités coercitives sur le terrain s'est élevé à 57 537 infractions routières, soit une baisse de 18 615 par rapport à 2018. S'agissant des infractions entraînant la mise à la fourrière, il a indiqué que cette mesure a concerné 20413 véhicules.

Moha M.



Coopération énergétique

Arkab reçoit l'ambassadeur de la Roumanie en Algérie

Le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, a reçu, mardi, au siège de son département ministériel, l'ambassadeur de la Roumanie en Algérie, Marcel Alexandru. Les deux parties ont examiné, lors de cette entrevue, les moyens de développer les relations de coopération entre l'Algérie et la Roumanie dans le domaine énergétique. Arkab, qui a relevé les relations historiques entre les deux pays,

a mis en exergue les importantes potentialités et opportunités offertes par le secteur en matière de partenariat et d'investissement dans les domaines des hydrocarbures, énergies renouvelables et efficacité énergétique. Il a invité, à cette occasion, les entreprises roumaines à investir en Algérie à travers la création d'un partenariat mutuellement bénéfique avec les entreprises algériennes du

secteur. Pour sa part, l'ambassadeur roumain qui s'est dit «très satisfait» des relations entre les deux pays, a exprimé l'intérêt des entreprises de son pays à s'engager dans des partenariats avec les entreprises algériennes et les faire bénéficier de leur expérience et savoir-faire notamment dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Site web

L'Université d'Oran-1 classé 1^{er} à l'échelle nationale

Le site web de l'Université d'Oran-1 Ahmed-Ben Bella a été classé en 1^{ère} position à l'échelle nationale par l'organisme «Webometrics», a indiqué hier le vice-recteur de cet établissement d'enseignement supérieur. «L'organisme international «Webometrics» mesure la visibilité des établissements universitaires du monde entier à travers leurs sites web», a précisé le Pr Smaïn Balaska en marge d'une journée scientifique dédiée à l'agriculture intelligente (smart farming). Le nouveau classement met ainsi l'Université d'Oran-1 en tête du tableau national et au 12^e rang à l'échelle nord-africaine, devant l'Université des Frères-Mentouri de Constantine-1 (16^e) et

l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène d'Alger (17^e). «Webometrics» qui a pour vocation de promouvoir la présence académique sur le web, est connu pour être le plus grand classement indépendant des établissements d'enseignement supérieur. Le vice-recteur de l'Université d'Oran-1 a salué à cette occasion les qualités professionnelles des jeunes compétences humaines dont jouit son établissement, notamment dans le domaine informatique. L'informatique a été, dans ce cadre, au centre de la rencontre sur l'agriculture intelligente organisée par cette même université dans le but de promouvoir l'émergence de solutions innovantes au profit du secteur agricole.

Ligue arabe

Ahmed Aboul-Gheit, dit «étudier soigneusement» le plan américain pour le Moyen-Orient

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul-Gheit, a déclaré hier que son organisation allait «étudier soigneusement» le plan américain pour le Moyen-Orient présenté la veille par le président Donald Trump. «Nous sommes ouverts à tout effort entrepris pour parvenir à la paix», a-t-il dit dans un communiqué, avant toutefois d'ajouter : «Une première lecture (de ce plan) révèle des pertes considérables pour les droits légitimes des Palestiniens sur leurs terres».

«Tout plan sérieux visant à instaurer la paix doit prendre en compte les aspirations des deux parties avec des concessions équitables de part et d'autre», a-t-il estimé, soulignant que le plan proposé par Trump est «non contraignant». Le plan «de paix» américain a été rejeté par les autorités palestiniennes. Le président palestinien Mahmoud Abbas a affirmé que le plan de paix américain pour le Moyen-Orient ne «passera pas». Il comprend notamment la reconnaissance de

l'annexion par Israël à son territoire des colonies qu'il a implantées en Cisjordanie occupée, en particulier dans la vallée du Jourdain, en violation du droit international selon l'ONU. Un futur Etat palestinien sur ces tracés serait nettement en-deçà de ce à quoi aspirent les Palestiniens, à savoir la totalité des Territoires occupés depuis 1967 par Israël. Peu après l'allocation de Donald Trump, l'ONU a souligné qu'elle s'en tenait aux frontières définies en 1967.

● Blida

Enorme incendie au niveau des chalets du centre-ville

Un incendie énorme s'est déclaré, ce mercredi après-midi, au niveau du parc communal de Blida sis à la cité du 13 mai, a-t-on appris auprès des services de la protection civile. L'unité de la protection civile de Blida est intervenue aux environs de 14h, suite au signalement d'un incendie au parc communal, englobant des chalets, des logements de fonction et des bureaux, a ajouté la même source. L'opération a mobilisé 12 camions anti-incendies, une ambulance et des dizaines de pompiers. Les efforts se poursuivent jusqu'à l'heure en vue d'empêcher la propagation des flammes vers le centre commercial mitoyen, et un nombre de logements de fonction, selon la même source, assurant qu'«aucune perte en vies humaines n'a été enregistrée, pour l'heure».

● Syrie

Une journaliste de la chaîne russe RT grièvement blessée

La chaîne russe RT (ex-Russia Today) a annoncé, hier, qu'une de ses journalistes en Syrie avait été grièvement blessée à Maaret Al Noomane (nord-ouest), ville stratégique reprise par le gouvernement. Selon un communiqué publié sur la page Telegram de RT, Wafa Shabruni et son équipe «filmaient des dépôts d'armes qui restaient» après le retrait des terroristes de la ville de Maaret Al Noomane. «Selon les premières informations, un obus a explosé. D'après son chauffeur, Wafa est vivante, elle a été transférée de l'hôpital de Khan Cheikhoun vers l'hôpital gouvernemental de Hama», a ajouté RT. «Wafa Shabruni a reçu des blessures sérieuses», précise la chaîne. Les forces gouvernementales syriennes ont annoncé hier avoir repris Maaret Al Noomane, 2^e ville de la province d'Idlib. Cette ville est stratégique car elle se trouve sur l'autoroute M5 reliant Alep, grande métropole du nord, à la capitale Damas, que le gouvernement cherche à sécuriser. Appuyé par l'aviation russe, le gouvernement n'a de cesse de répéter qu'il va reconquérir l'intégralité de la région d'Idlib, dans le nord-ouest syrien, qui lui échappe encore.

Mascara

Arrestation du directeur de la section de l'ONTA pour corruption

Les éléments de la police judiciaire ont arrêté, mardi soir, le directeur de la section de la wilaya de Mascara de l'Office national des terres agricoles (ONTA) en flagrant délit de corruption. Le mis en cause a été arrêté et présenté devant la justice qui l'a placé en détention provisoire, soulignant que suite à une plainte d'un citoyen selon laquelle l'inculpé lui avait réclamé de l'argent en contrepartie d'un service, un plan qui a été mis en œuvre par les policiers qui ont photographié les billets de la somme demandée, aboutissant à l'arrestation du mis en cause en flagrant délit. Une enquête approfondie sur cette affaire a été ouverte par les éléments de la police judiciaire.



L'ECHO
D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT
Quotidien National d'Information

www.lechodalgerie-dz.com